



# AGIR POUR L'AVENIR

## RAPPORT D'ACTIVITÉ

### 2019

INTÉRACTIF





# ÉDITO



Pour la première fois, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activité 2019 de la province Sud. Ce document a pour ambition d'apporter une information claire et synthétique sur l'activité de notre collectivité. Il constitue également un outil de réflexion pour améliorer et adapter sans cesse nos politiques aux évolutions du territoire, de ses spécificités et aux besoins de ses habitants.

La province Sud participe à la vie quotidienne de près de 75 % de Calédoniens. Née d'une volonté politique de partage de pouvoir dans l'organisation administrative de la Nouvelle-Calédonie et de rééquilibrage, la Province Sud est le reflet du multiculturalisme qui caractérise la richesse de notre territoire. Par la diversité de ses compétences, elle est aussi une collectivité qui défend, protège et améliore la vie de ses populations.

À travers les quelques exemples cités dans ce document synthétique, chacune et chacun pourra appréhender et apprécier l'ampleur des chantiers entrepris au cours des premiers moi de mandature.

En dépit de l'état des finances hérité en début de mandat, nous avons porté avec force et détermination nombre de nos projets. La province Sud a engagé une vaste entreprise de simplification et dématérialisation de ses relations afin de créer davantage de proximité avec ses administrés. Une restructuration interne a également été conduite afin de réduire les dépenses de fonctionnement et améliorer notre capacité

d'investissement. Nous en verrons les premiers résultats en 2020.

La province Sud s'est aussi saisie d'un sujet plus que jamais prioritaire : la transformation économique et numérique dont le traitement doit reposer sur l'intelligence collective.

Il m'est par ailleurs impossible de rédiger cet éditorial sans évoquer, aux lendemains d'une crise aussi imprévisible qu'inédite, les grands traits qui définiront la Province Sud de l'après Covid.

Ce virus a mis en lumière la nécessité de mener une politique qui renforce la place de l'administré au cœur des décisions provinciales et collectives. Plus encore, elle a démontré qu'une administration doit être en mesure de dépasser les contraintes inhérentes à sa structure et à son mode de fonctionnement pour gagner en souplesse et en agilité et dès lors, s'adapter davantage aux tribulations de ce monde en perpétuel mouvement.

La signature de la Province, « Agir pour l'avenir », prend ainsi pour moi, pour l'exécutif et pour chacun des agents toute sa signification : ni un mantra, ni un simple slogan, mais l'exigence et l'éthique de notre mode de gouvernance. Au plus proche de vos préoccupations.

Sincèrement

**Sonia Backes**  
Présidente



# SOMMAIRE

## VUE D'ENSEMBLE

Présentation de la collectivité

Organisation générale et moyens humains

Inspection générale



## PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

DENV - Direction de l'Environnement

DDR - Direction du Développement Rural

DEFE - Direction de l'Économie, de la Formation et de l'Emploi



## PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DEPS - Direction de l'Équipement

DFA - Direction du Foncier et de l'Aménagement

DL - Direction du Logement



## PÔLE ÉDUCATION, JEUNESSE ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction de l'Éducation

DPASS - Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition Féminine



## PÔLE FONCTIONNEL

Service communication

DFI - Direction des Finances

DSI - Direction du Système d'Information

DRH - Direction des Ressources Humaines

DJA - Direction Juridique et d'Administration Générale





**VUE  
D'ENSEMBLE**

Présentation  
de la collectivité

Organisation générale  
et moyens humains

Inspection générale

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

# VUE D'ENSEMBLE





# PRÉSENTATION DE LA COLLECTIVITÉ

*Tout comme celles du Nord et des Îles, la province Sud a été créée à l'issue des accords de Matignon en 1988.*

*Leurs fonctionnement et attributions sont fixés par la loi organique du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie. Les provinces sont en charge de toutes les compétences non dévolues à l'État et à la Nouvelle-Calédonie par la loi organique, et aux communes par le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie.*

## L'ASSEMBLÉE DE PROVINCE

La province Sud est administrée par une Assemblée élue au suffrage universel. Cette dernière compte **40 conseillers** dont 32 siègent également au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Leur mandat dure cinq ans.

## UNE PRÉSIDENTE, TROIS VICE-PRÉSIDENTS

La présidente dirige l'administration provinciale et exécute les délibérations prises en Assemblée ou par le bureau. Il est assisté dans ses missions par trois vice-présidents et un cabinet. En 2019, l'Assemblée de Province s'est réunie **11 fois**, son bureau a tenu **45 séances**. Par ailleurs, **63 réunions** de commissions intérieures ont été organisées.

## LA POPULATION

➤ **203 000 habitants** résident en province Sud, soit 74,8 % de la population totale, selon les estimations 2019 de

l'Institut de la statistique et des études économiques (Isee).

- Nouméa et Grand Nouméa (Dumbéa, Païta, Mont-Dore) : **182 341 habitants** (recensement 2019).
- Nombre de ménages : **66 094**.
- Croissance démographique : **+ 2,3 %** en moyenne par an (1,9 % sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie).
- Proportion des moins de 20 ans : **31,2 %**.
- Taux de chômage : **5,5 %**.
- Taux de bacheliers chez les plus de 15 ans : **41,9 %**.

## LA PROVINCE EN BREF

- **7 012 km<sup>2</sup>**
- **100 écoles publiques**
- **21 collèges publics**
- **14 communes** dont Poya, partagée entre les provinces Sud et Nord
- **3 aires coutumières** : Drubea-Kapumë (intégralement), Ajië Aro et Xârâcùù (toutes deux à cheval sur les provinces Nord et Sud).



VUE  
D'ENSEMBLE

Présentation  
de la collectivité

Organisation générale  
et moyens humains

Inspection générale

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

# ORGANISATION GÉNÉRALE ET MOYENS HUMAINS

*Sous la responsabilité de l'exécutif et du secrétariat général, la province Sud est organisée en 14 directions, elles-mêmes réparties en quatre pôles. Si l'administration centrale est à Nouméa, l'antenne provinciale de La Foa assure le relais du service public provincial sur les communes de brousses.*



## LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Inspecteur général, chargé de mission, service communication, cellule de coordination des contrats de développement, cellule du contrôle de gestion, antenne de La Foa, Mission à la condition féminine : plus de **40 agents** dépendent directement du secrétariat général.

## LE PÔLE FONCTIONNEL

Quatre directions forment ce pôle : finances, système d'information, juridique et administration, ressources humaines. En 2019, ce pôle comprend **147 agents** (146 en 2017).

## L'ANTENNE DE LA FOA

La Province est représentée à La Foa par une antenne, placée sous l'autorité d'un responsable, qui organise la transversalité des directions.

## TROIS PÔLES OPÉRATIONNELS

Développement durable, aménagement du territoire, éducation-

jeunesse-vie sociale regroupent les 10 autres directions. En 2019, elles emploient environ **2 270 agents**.

## L'APPUI DE LA DIMENC

La direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (DIMENC) est une direction du Gouvernement qui exerce, par convention entre la Nouvelle-Calédonie et la Province, des missions relevant des compétences provinciales : inspection des sites soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à caractère industriel, instruction des demandes d'autorisation d'exploiter, police des mines, instruction des permis miniers...

## LES EFFECTIFS AU 31/12/2019

- **82 %** de fonctionnaires
- **12 %** de contractuels en CDI
- **6 %** de contractuels en CDD
- **2 422 agents** dont **1 107 enseignants** du primaire
- **384 personnes** ont bénéficié du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC)



VUE  
D'ENSEMBLE

Présentation  
de la collectivité

Organisation générale  
et moyens humains

Inspection générale

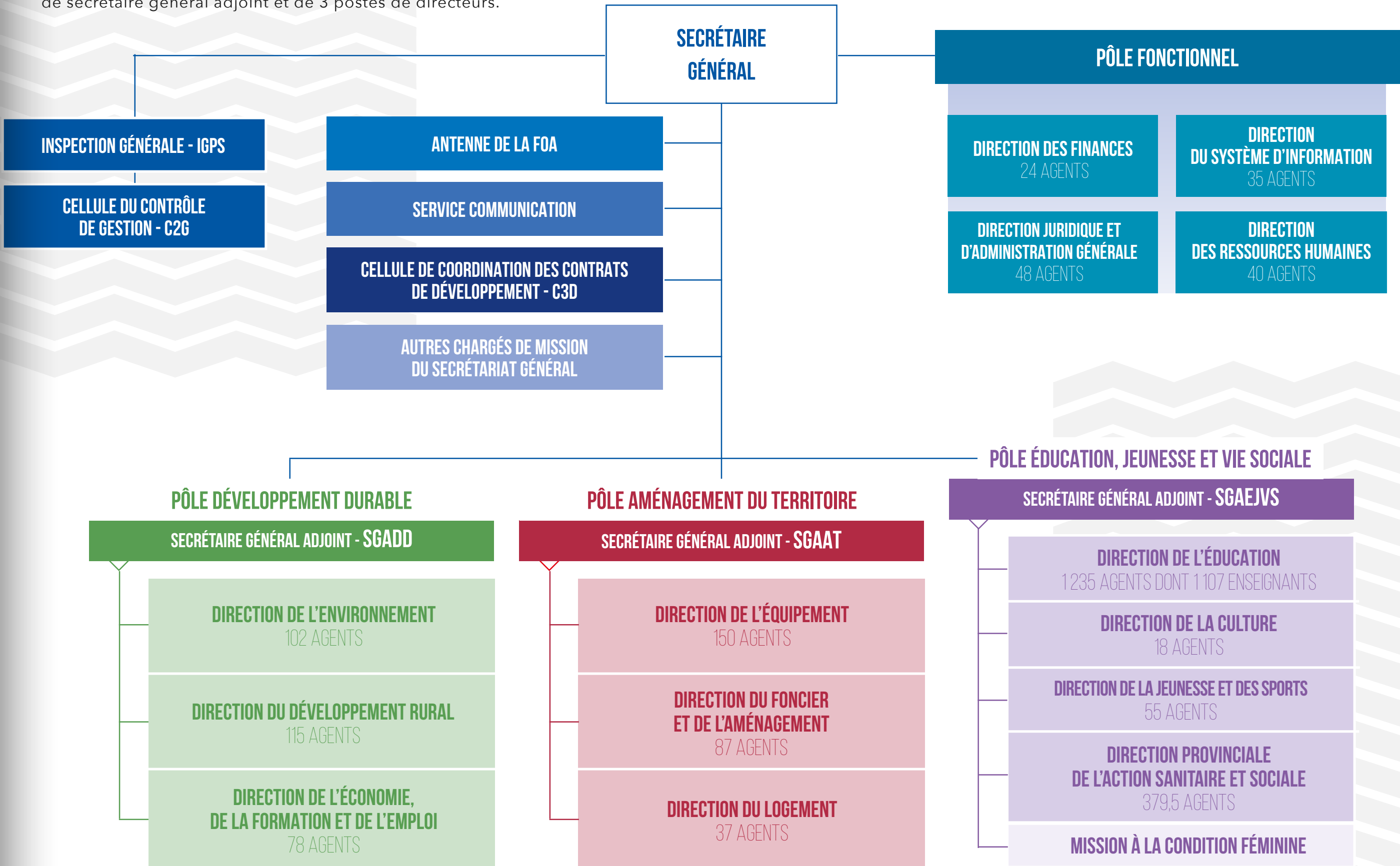
PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Au 31 décembre 2019, une évolution de l'organisation a été adoptée et mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 avec la suppression d'un poste de secrétaire général adjoint et de 3 postes de directeurs.





VUE  
D'ENSEMBLE

Présentation  
de la collectivité

Organisation générale  
et moyens humains

Inspection générale

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

# INSPECTION GÉNÉRALE

*Créée par délibération en octobre 2014 et rattachée au secrétariat général, l'Inspection générale de la province Sud a pour mission le contrôle, le conseil et l'évaluation sur le plan administratif, économique et financier. Elle chapeaute la cellule de contrôle de gestion.*

## CONFORMITÉ

En 2019, **8 contrôles** de conformité ont été réalisés. Le programme portait principalement sur la commande publique inférieure à 20 MF, concernant environ une masse annuelle de 4Mdf pour **20 000 mandats**. Cette tranche n'étant pas soumise aux règles contraignantes de la délibération 136/CP du 1<sup>er</sup> mars 1967 portant réglementation des marchés publics, il était utile de s'assurer que ce champ de la commande publique est maîtrisé en termes de risques, d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès à la commande publique, de transparence des procédures. Si la règle est définie par la délibération provinciale modifiée n°39-2011/APS du 9 novembre 2011 et par la charte déontologique de l'acheteur public en province Sud, il convenait de s'interroger sur sa pratique au sein des directions de l'expression du besoin à la contractualisation.

Les directions concernées ont été auditées sur la base d'échanges contradictoires et de pièces échantillonnées. Cette activité a été analysée pour **7 unités provinciales**, dont 4 en suivi ex-post. Dans ce cas de figure, il s'agit de vérifier si les recommandations d'un précédent contrôle ont été mises en œuvre et sont efficaces. L'inspection a également réalisé une analyse des conditions d'attributions des cartes d'aide médicale. Par ailleurs,

des analyses de cas particuliers ont été traitées à l'échelle individuelle mais également en tentant de répondre aux problématiques collectives avec un souci de service public optimisé.

## AUDITS, PERFORMANCES

Avec des missions d'aide au pilotage de la collectivité qui reposent sur des contrôles externes, internes, des évaluations et des audits, la cellule a réalisé **74 synthèses financières** de partenaires en 2018 dont 68 subventionnées, représentant 4,2 MdF de subventions.

L'analyse a par ailleurs été complétée par un contrôle interne qualitatif des partenariats de la Province Sud via des conventions d'objectifs et de moyens formalisant notamment l'objet de la participation (art. 1), sa justification (art. 3) et les obligations incombant au bénéficiaire (art. 6).

En outre, le respect des délais de règlement des factures représente un élément essentiel des bonnes relations entretenues avec les entreprises qui constituent, in fine, le tissu économique de la province. Ils ont fait à ce titre l'objet d'un suivi spécifique régulier. Le délai global de paiement (Province Sud et Trésorerie) se situe à **21 jours** en moyenne. Son amélioration passera par la dématérialisation de la chaîne comptable.

## CONTRÔLE DE GESTION

118 partenaires ont été ciblés pour un budget de 7,1 MdF de subventions, dont :

Formation et éducation	1 651 398 078
Tourisme	1 159 820 514
Transport et infrastructures	1 021 601 254
Logement	633 747 928
Développement économique	464 293 990
Insertion	398 319 556
Santé et solidarité	377 618 942
Agriculture	358 870 655
Sport & loisirs	306 225 335
Administration	251 533 101
Environnement	168 600 000
Culture	128 517 200
Patrimoine	114 687 455
Communication	66 000 000
Handicap	41 559 604



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

# PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

# DENV DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

*La direction de l'Environnement met en œuvre la politique provinciale en matière de gestion et de préservation des milieux terrestres et marins, et veille à la bonne application du Code de l'environnement de la Province. Ses domaines d'action concernent la biodiversité, les aires protégées, les parcs provinciaux, les installations classées, la gestion des déchets, les impacts environnementaux, la sensibilisation à l'environnement et la prévention, les contrôles...*

*La DENV fusionne avec la DDR à partir de 2020.*

## BUDGET INVESTISSEMENT

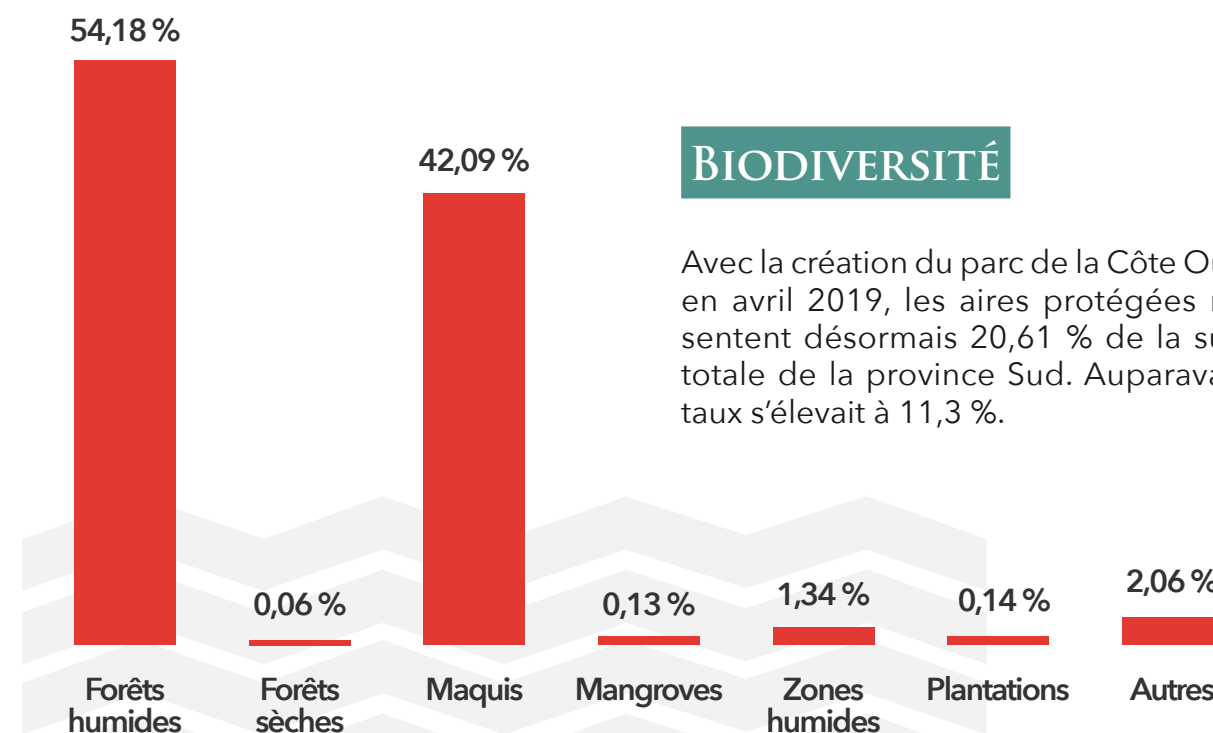
**376** millions de francs

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**679** millions de francs

## BIODIVERSITÉ

Avec la création du parc de la Côte Oubliée en avril 2019, les aires protégées représentent désormais 20,61 % de la surface totale de la province Sud. Auparavant ce taux s'élevait à 11,3 %.





**VUE  
D'ENSEMBLE**
**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**
**DENV - Direction de  
l'Environnement**

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**
**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**
**PÔLE  
FONCTIONNEL**
**L'ACTIVITÉ  
EN CHIFFRES**

- 48 cadrages préalables : accompagnement des demandeurs en amont de leurs projets.
- 26 études d'impact mises en ligne dans le cadre de la consultation du public.
- 121 arrêtés d'autorisation (défrichement, collecte, impact sur écosystèmes), de dérogation ainsi que de prescription de mesures compensatoires.
- 17 récépissés de déclaration (défrichement, collecte).
- 78 visites (instruction, inspection, suite à signalement).
- 150 avis : réponses de la DENV aux demandes d'avis émises par différentes autorités sur l'impact environnement de projets.

**FAITS MARQUANTS**

- Modification du code en avril 2019 impliquant une précision des critères relatifs aux demandes d'autorisation de défrichement.
- Mise en pratique du guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme avec la révision du Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) de Nouméa.
- Enclenchement des deuxièmes périodes quinquennales d'exploitation minière des centres miniers des différents mineurs.
- Premiers dossiers « sylvicoles » relatifs au nouveau cadre réglementaire amendé.
- Traitement de signalements en matière de mangrove urbaine - cas des lagunes du golf, des digues de Ouémo et des mangroves de Rivière Salée.
- Cadrages préalables de dossiers structurants : Câble sous-marin « Hawaiki », Dragage du Port Autonome de Nouvelle-Calédonie (PANC).


**PROJETS STRATÉGIQUES  
MENÉS EN 2019**

- Lancement d'une stratégie Ilot, analyse des données de trois années de suivi sur la fréquentation, lancement d'études.
- Lancement d'études sur l'Avifaune dans le Parc de la Haute Dumbéa et dans la zone Ramsar.
- Adoption des plans de gestion de la Zone Côtière Ouest et du Parc des Grandes Fougères.
- Travail de concertation pour la définition d'une doctrine sur la pêche coutumière de la tortue avec les autorités coutumières.
- Contribution au plan de développement durable de l'Île des Pins, lancement de l'étude de la piscine de la baie d'Oro.

**ACTIONS MENÉES**

- Modifications du code de l'environnement : mise à jour de la liste des espèces végétales protégées.
- Organisation d'un atelier de la biodiversité sur la thématique de la tortue auprès des scolaires à Yaté (participation IDP, Ile Ouen, Borendi).
- Protection de la forêt sèche, lancement de la construction d'une clôture (1.4 km) anti cerfs à l'îlot Leprédour.
- Éradication d'espèces envahissantes et revegetalisation dans la réserve de la Roche Percée à Bourail.
- Organisation de missions de contrôle des acanthasters dans les zones infestées en collaboration avec l'Institut de Recherche et Développement (IRD).
- Aménagement de l'aire éducative environnementale (A2E) de Kaméré.



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**

**DENV - Direction de  
l'Environnement**

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

## FAITS MARQUANTS ICPE

Traitement de nombreuses plaintes relatives aux épandages de boues de station d'épuration et d'effluents d'élevage ou encore émanant de la proximité d'installations ICPE avec des zones habitables ou des zones d'activité. Réflexion en cours pour modifier le code.

### LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) EN CHIFFRES

- 3 enquêtes publiques
- 58 réunions techniques
- 41 avis
- 20 arrêtés
- 39 rapports, notes et comptes rendus
- 27 visites d'inspection avec 5 mises en demeure et 2 PV



## GESTION DES DÉCHETS

Nouveau schéma provincial de prévention et de gestion des déchets.

- Révision du dispositif Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) et révision des cahiers des charges producteurs et opérateurs de traitement des filières de déchets règlementés.
- Lancement d'appels à projet, en partenariat avec l'ADEME, pour accompagner les changements de mode de consommation et de production.
- Sessions lancées sur les alternatives aux produits plastiques à usage unique, la réduction du gaspillage alimentaire, la prévention.
- 47 projets reçus (entreprises, collectivités, associations). 155 participants aux ateliers (entreprises, collectivités, société civile)
- 4 ateliers de la transition économique et écologique. Consigne alimentaire, acceptation des contenants, valorisation, prévention.
- Réflexions relatives à de nouvelles filières de traitement et valorisation des déchets : navires hors d'usage, fusées et signaux pyrotechniques périmés, boues.

## CONTRÔLE DE LA RÉGLEMENTATION

La province Sud est vigilante face aux actes de braconnage ou de pêche illégale. En 2019, un pêcheur plaisancier a été condamné à 4 mois de prison ferme ainsi qu'à une amende de 300 000 francs pour avoir pêché dans une réserve marine. De même, le tribunal a condamné l'intéressé à payer 1 000 000 F de dommages et intérêts à la province Sud.

## PARC ZOOLOGIQUE FORESTIER

La fréquentation du parc a baissé en 2019, avec 89 486 visiteurs (-1,85%) dont 2 267 croisiéristes, apportant des recettes de 24,6 MF (-8,33%).

- 7 événements (Un été au ciné ; marché alternatif ; Nuits des musées ; Bee-folies ; Journée mondiale des sourds ; Rendez-vous aux jardins ; Marché Noël alternatif)
- Se sont également déroulés : 103 animations pédagogiques, 3 visites coulisses, 10 ateliers du mercredi.
- L'accueil des peines alternatives a concerné 30 personnes (9 TIG et 21 RP) pour 858 heures de travaux effectuées (840 heures en 2018).



# 3 502

**contrôles (chasse et pêche)  
réalisés, soit une hausse de  
27,35%.**

# 11 418

**personnes contrôlées et/ou  
sensibilisées.**

## PARC PROVINCIAL DE LA RIVIÈRE BLEUE (PPRB)

Nombre de visiteurs : 38 112 (31 925 en 2018), soit une hausse de 18 %.  
Recettes (droits d'entrée) : 22 MF (19 MF en 2018).

- Accueil et guidage de 18 équipes de tournage, de reporters, clips vidéo, influenceurs.
- 5 événements sportifs : le Trail des Cagous (751 participants), La Pérignon (512 participants), l'Ultra Trail de Nouvelle-Calédonie.
- Accueil de 16 stagiaires, 300 lycéens du lycée du Mont-Dore, 5 classes vertes, Journée Mondiale de l'Eau.
- Recensement des cagous estimé à 960 individus (700 individus estimés en 2014)
- Rénovation du Pont Pérignon
- Le dispositif provincial d'accueil des TIG a permis d'accueillir en 2019 24 TIG et 10 TNR pour 1480 heures de travail réalisées (2 290 h en 2018).



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## SENSIBILISATION

**10 conférences c'nature pour une meilleure connaissance de l'environnement.**

Des intervenants venus de loin ont pu partager leurs connaissances tels que l'équipe scientifique « Race For Water » sur les impacts du plastique sur l'océan ou bien l'équipe du Muséum d'Histoire Naturelle (Kanadeep) sur les profondeurs marines de Nouvelle-Calédonie et Stéphane Ciccione, directeur de l'observatoire des tortues de la Réunion sur la valeur culturelle et la gestion durable des tortues.

## 17 ÉVÉNEMENTS GRAND PUBLIC

Journée mondiale de l'eau, journée mondiale des océans, Fête de la Nature, Journée de la tortue, Semaine Européenne de Réduction des déchets, Fête de la science, Fête de l'école citoyenne, Forum Jeunesse et Développement Durable....

## 13 ATELIERS TECHNIQUES

C'est dans un esprit de partage d'informations et de concertation que se sont mis en place les premiers ateliers de la biodiversité et de la transition écologique et économique. Près de 800 partenaires ont été invités par la province Sud pour aborder des thèmes à enjeux sur la gestion des risques liés aux requins, la préservation des tortues ou bien les alternatives aux plastiques.

## UN FESTIVAL ZÉRO DECHET

Dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD), du 16 au 22 novembre, la province Sud a fait le choix de décentraliser pour la première fois son stand de sensibilisation dans la commune de Bourail en créant en partenariat avec la mairie et le SIVM le premier « Festival Zéro Gaspil Zéro Déchet ». Cet événement adossé à la Fête de la musique, a permis de toucher un public local et de sensibiliser à la réduction des déchets.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## DES CAMPAGNES DE PREVENTION GRAND PUBLIC

Du fait de la présence de requins, plus particulièrement dans la zone du Port Autonome de Nouvelle Calédonie (PANC), la province Sud et la ville de Nouméa ont déployé une campagne de régulation des requins bouligogues et prévention visant à promouvoir les bons réflexes et comportements.

L'année 2019 a été marquée par une multiplication des feux de brousse qui ont impacté près de 30 000 hectares, soit 18 incendies en province Sud. En novembre

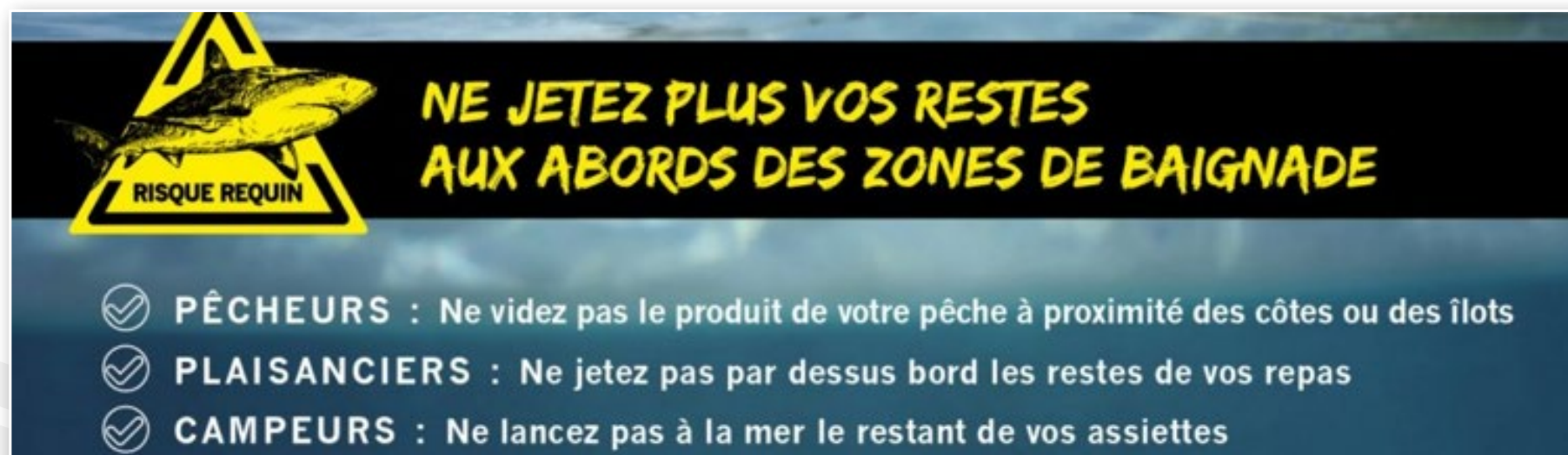
dernier, une campagne de prévention et de sensibilisation contre les feux de forêts a été initiée par la province Sud, au titre de sa compétence en matière de préservation de la biodiversité, faisant la promotion des gestes et des bons comportements.

En 2019, un toilettage des guides de la province Sud a été réalisé pour le plus grand bien des lecteurs. Nouveau look pour une communication plus fluide et adaptée aux administrés. Les guides illustrés du lagon et de la chasse sont des recueils incontournables qui vous diront tout sur les périodes de chasse ou de pêches et les quotas pour une meilleure préservation de nos ressources. Les guides sont disponibles en ligne.



## DES AIRES EDUCATIVES ENVIRONNEMENTALES (A2E)

Le 29 novembre 2019 s'est tenu le dernier COPIL des AGE présidé par le vice-président Philippe Blaise et qui a regroupé près d'une centaine d'élèves provenant de l'Ile des Pins, Thio, Bourail et de Nouméa et Grand-Nouméa. Tous ont présenté leurs actions issues des plans de gestion des 8 aires éducatives telles que : la lutte contre l'érosion du littoral par la plantation d'arbres à Poé, la lutte contre les espèces invasives à Cap Kaméré et à Touété, etc.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

**DDR - Direction du  
Développement Rural**

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL



# DDR DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL

*Développer et encourager l'économie rurale et maritime afin de favoriser le maintien de l'emploi, orienter et développer les productions pour le marché local et l'exportation dans le respect de l'environnement et des consommateurs, appliquer la politique publique agricole provinciale, telles sont les missions de la DDR. Grâce à son réseau d'agents en Brousse, elle propose une expertise, un accompagnement de proximité et un soutien financier aux porteurs de projet. Enfin, la DDR gère la ressource en eau et lutte contre l'érosion (hors sylviculture, secteur confié à la SEM Sud Forêt). La DDR fusionne avec la DENV à partir de 2020.*

## LA PPAP

La politique publique agricole provinciale (PPAP) a fait que le taux de couverture des produits alimentaires a atteint 20 % en 2019. Quatre filières de production étaient classées prioritaires : les céréales, les fruits et légumes, l'aviculture et l'élevage de gros bovins pour la viande.



## LE DISPPAP

Le dispositif d'intervention en faveur de la politique publique agricole provinciale, le DISPPAP, comprend plusieurs mesures : la création et l'extension d'activités agricoles, le soutien à la création d'emploi, la mutualisation des moyens, l'innovation et la diversification. L'agriculture familiale qui figure aussi dans le dispositif ainsi que des appels à projets, lorsque l'initiative des acteurs en place s'avère insuffisante pour impulser le développement d'une filière.

En 2019, 179 agréments ont été accordés (dont 62 en agriculture familiale).

Le montant total d'investissements primés a été de 809 millions de francs et le montant total d'aide de 368 millions de francs. Un bilan a été engagé afin de favoriser les appels à projets et de mieux lier les attentes des consommateurs à la définition des priorités provinciales.



**VUE  
D'ENSEMBLE**
**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**

DENV - Direction de  
l'Environnement

**DDR - Direction du  
Développement Rural**

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**
**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**
**PÔLE  
FONCTIONNEL**

## GRANDES CULTURES

- Malgré un bilan hydrique peu favorable, la production de maïs permet, pour la deuxième année consécutive, la quasi satisfaction du marché local, de même que les pommes de terre dont les 2 470 t récoltées couvrent la quasi-totalité des besoins alimentaires annuels.
- La diversification des cultures de grains se poursuit avec la production de 22 t de riz, induite par la création d'une micro-rizerie (conditionnement post-récolte) à Boulouparis.
- 165 hectares de blé pluvial ont été semencés pour une récolte 195 t, absorbée sans problème par les provendiers.
- La filière soja est aussi concernée à court / moyen terme compte tenu des souhaits évoqués par les professionnels et à condition de poursuivre la mise à niveau des structures de stockage multigrains chez les opérateurs de récolte et de stockage.

- Le développement de l'agriculture de conservation se poursuit par le développement de la pratique du semis sur couvert végétal (associée au développement des plantes de couverture) qui concerne désormais une centaine d'hectares.

## L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET L'AGRICULTURE RESPONSABLE

- Outre son soutien à BioCaledonia et au Groupement des Agriculteurs Biologiques, ainsi que sa participation au forum Agrinnov, la DDR œuvre pour la concertation des acteurs en organisant en octobre 2019 une mission d'expertise de l'Institut Technique de l'Agriculture Biologique.
- L'élaboration et la validation d'une stratégie provinciale de développement de l'agriculture biologique ont également été initiées.

- Un programme de renforcement des compétences techniques des acteurs de la filière est en cours de développement à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP), avec un pilotage pédagogique assuré par l'Institut Technique de l'Agriculture Biologique (ITAB).
- La stratégie provinciale déployée vise l'augmentation des volumes commercialisés.

### LE SYSTÈME COOPÉRATIF AVEC COOP1

En 2019, COOP1 a commercialisé 714 tonnes de fruits, légumes, tubercules, plantes aromatiques (557 tonnes en 2018) sous labels Agriculture Responsable et Agriculture Biologique, soit une augmentation de 28 % par rapport à 2018.



## L'agriculture familiale



- Après trois années de fonctionnement le double dispositif (aide au maintien et aide au développement) de l'agriculture familiale compte 196 agréments, pour plus de 260 dossiers déposés, auxquels correspondent un total de 68.4 millions de francs d'investissements (pour un montant prévisionnel des aides de 96 millions de francs).
- Sur les trois années passées, l'aide moyenne apportée par la collectivité s'élève, en incluant la prime des contrats d'objectifs, à 350 000 francs par projet.
- Fin 2019, 70 % des projets retenus sont arrivés à réalisation et 45 % des projets d'aide au développement se sont accompagnés d'une inscription au RIDET et par conséquent de l'entrée dans l'économie marchande.
- Les productions issues des projets aidés atteignent 120 tonnes de produits vivriers et 30 tonnes de légumes, réparties sur toutes les communes de la grande terre.
- L'accompagnement à la formation s'est également poursuivi au travers 9 modules spécifiques répartis sur 12 jours et la participation de plus de cinquante personnes.



## VUE D'ENSEMBLE

## PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL



## LA FERTILITÉ DES SOLS

- Maintenir et améliorer la fertilité des sols cultivés est une priorité pour pouvoir augmenter les rendements. La collaboration avec le laboratoire métropolitain Célesta-Lab se poursuit et le référentiel d'interprétation des analyses de sols en fonction de cinq grands types de cultures est maintenant opérationnel en province Sud.
- Toutes les données sols sont géo référencées et les résultats d'analyses sont intégrées dans le Système d'Information Géographique (SIG) provincial AGRIBASE,

enrichi également de l'ensemble des projets aidés géo localisés. Des recommandations en fertilisation sont réalisées individuellement par type de sol, pour une culture donnée et l'utilisation, d'engrais ou d'amendement organiques locaux, qui reste encore très faible en raison d'une pollution en Nickel et en Chrome.

- L'étude initiée avec l'Institut Agronomique Néo-Calédonien (IAC) dans le cadre du partenariat ADEME/PS, sur « la biodisponibilité en sylviculture du Ni et Cr contenus dans des amendements organiques produits localement », devrait permettre de lever ses contraintes et de proposer un

guide de la fertilisation organique en NC. La Province finance l'achat d'engrais via la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie (CANC).

## LA FORMATION CONTINUE

- La volonté pour la province Sud de voir se développer à une échelle globale les capacités et volumes de productions, conduit la à améliorer chaque année son offre de formation. Celle-ci permet à un large public de professionnels, salariés ou porteurs de projets, d'acquérir des compétences techniques et transversales dans différents domaines du secteur agricole.
- L'offre de formation 2019 a rencontré un franc succès : 92 journées de formation ont été dispensées pour 230 personnes formées représentant 6 800 heures stagiaires.
- À noter une formation nouvelle avec la création d'un parcours de formation destiné aux créateurs d'entreprise agricole auxquels est apporté un appui méthodologique à l'élaboration de projets individuels d'installation.
- Une offre de formation également élargie aux structures coopératives en phase de

**92**  
journées de formation

**230**  
personnes formées



lancement avec un coaching « management ». Le secteur hippique a également bénéficié d'un programme de formation spécifique dédié à la professionnalisation des commissaires de courses.

## LE STOCKAGE DES EAUX ZÉNITHALES

- Les volumes d'eau disponibles : 7 ouvrages ont vu le jour sur la Zone Côtière Ouest, entre Païta et Poya Sud. Les volumes d'eau, désormais stockés à partir du ruissellement des bassins versants en amont, varient de 6 000 à 55 000 m<sup>3</sup>. Ils permettent l'irrigation des cultures ou l'abreuvement des animaux.
- Au total sur les quatre dernières années, un cumul de 685 000 m<sup>3</sup> d'eau peut être désormais stocké.

Enfin, en ces temps difficiles pour le Bâtiment Travaux Public (BTP), une douzaine d'entreprises de terrassement ont pu participer à ces opérations pour un total de 250 millions de francs.



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**

DENV - Direction de  
l'Environnement

**DDR - Direction du  
Développement Rural**

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

## L'IMPLICATION DES STATIONS PROVINCIALES

La station zootechnique de Port-Laguerre est pleinement investie dans l'amélioration génétique des cheptels bovins et ovins pour proposer aux éleveurs calédoniens des reproducteurs performants. Les paillettes d'insémination artificielle et les embryons importés de Métropole : en race Charolaise, et d'Australie ; en races Brahman et Charbraise pour les bovins et Dorper pour les ovins, viennent compléter la variabilité génétique locale.

La pépinière provinciale de Port-Laguerre poursuit son activité de multiplication de plants fruitiers en s'orientant sur la diversification, comme la fourniture de plants de vanille indexés pour le développement de la filière vanille de haute qualité à l'exportation et d'avocats, mais aussi de cultures plus confidentielles comme la pomme-cannelle ou le corossol.

Ses activités sont aussi liées au soutien aux agricultures biologique et responsable afin de développer les infrastructures agroenvironnementale (IAE) sur les

exploitations par la mise à disposition de plants et semences d'espèces de service.

La pépinière est régulièrement sollicitée dans le cadre de la formation continue, compte tenu de ses compétences en termes de multiplication des espèces fruitières et d'horticulture (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA) notamment).

## L'APPUI TECHNIQUE COLLECTIF

La DDR a mis en place une nouvelle approche en matière de conseils apportés aux agriculteurs et aux éleveurs : il s'agit de l'appui technique collectif (ATC) qui s'appuie sur l'animation de groupes de producteurs.

L'objectif est de les réunir sur une problématique commune, de les faire échanger sur leurs pratiques respectives, de rechercher ensemble des solutions tout en leur apportant de l'innovation technique grâce à l'intervention d'experts.

En productions animales : cinq ATC ont été organisés : 2 sur l'alimentation

des ovins, 2 sur le passage de la saison sèche en apiculture et 1 sur l'espèce envahissante « sporobolus » dans les pâturages des bovins. Ce format est apprécié de l'ensemble des participants (une soixantaine) et apporte une nouvelle dynamique dans l'évolution des pratiques.

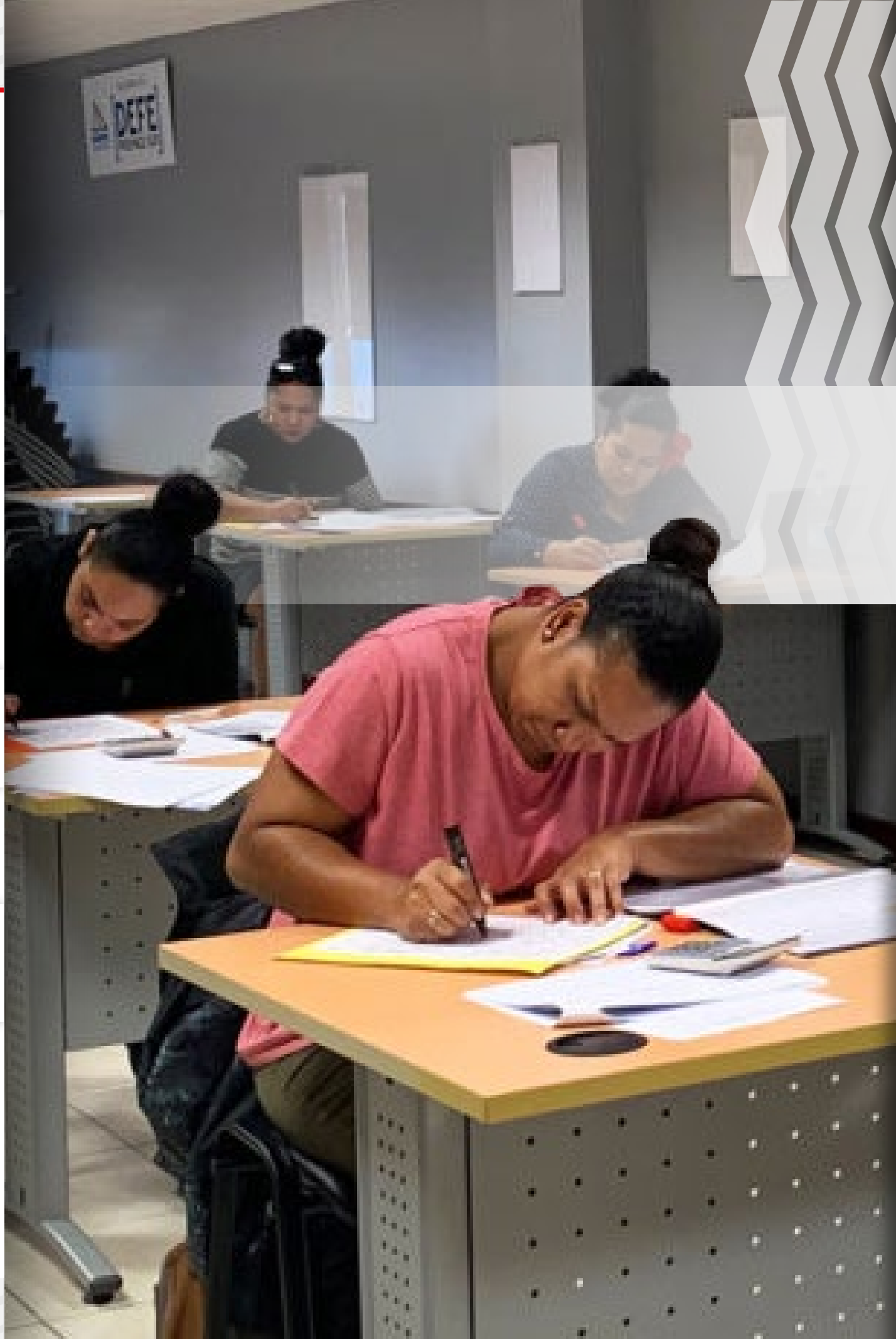
En filière « pêche », un ATC « holothuries » a eu lieu alliant réglementation et gestion de la ressource. Il s'agissait pour une vingtaine de participants de travailler

ensemble sur cette espèce fragile, afin d'encadrer et harmoniser les pratiques notamment au niveau de la commercialisation vers l'export.

Pour les productions végétales, trois ATC ont permis au département de s'exercer sur cette forme de vulgarisation technique avec la culture de l'ananas, la gestion de la fertilité des sols en agriculture biologique et la conduite de la production de patates douces regroupant une cinquantaine de participants.







# DEFE DIRECTION DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI

*Les missions de la DEFE s'articulent autour de deux grands pôles : le développement économique et l'emploi-formation insertion. Si son siège est à Ducos, la DEFE a huit antennes (Dumbéa, Païta, Mont-Dore, La Foa, Bourail, Yaté, Thio et l'île des Pins) et six permanences (Tontouta, Farino, Moindou, Sarraméa, Boulouparis et Plum).*

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### ENCOURAGER LES INITIATIVES

La DEFE apporte un soutien à la création d'emplois et aux investissements des entreprises de l'industrie, du tourisme, de l'artisanat, des services, du commerce : investissements de création, d'extension, de mise aux normes, d'études préalables de faisabilité ou encore de recherche et développement.

### L'AIDE À LA SÉCURISATION DES COMMERCES

**L'adoption d'un plan d'urgence en faveur du commerce** : l'assemblée de la province Sud a voté le 29 août 2019 la délibération n°48-2019 portant mesures de simplification en faveur de la relance économique. En élargissant aux commerces de moins de 350 m², deux des aides du Code des aides

## BUDGET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**1,327** milliard de francs

pour le soutien aux entreprises (Case), ce plan a pour objectif de donner un ballon d'oxygène aux petites entreprises, notamment aux petits commerces très touchés par la crise économique, pour préserver et créer de l'emploi dans un contexte économique dégradé et redonner confiance aux acteurs économiques calédoniens.

Doté d'une enveloppe de 513 millions, ce plan comprend donc les trois mesures suivantes :

- un soutien au paiement des charges sociales jusqu'à 3 millions de francs pour préserver l'emploi des entrepreneurs et des commerçants ainsi que de leurs employés,



**VUE  
D'ENSEMBLE**
**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DES TERRITOIRES**

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

**DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

une aide à la trésorerie allant jusqu'à 1.5 million de francs pour assurer la pérennité de l'activité de l'entreprise,

la prolongation du plan de sécurisation des commerces jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (la date limite de dépôt des demandes étant fixée au 30 septembre 2020) et son élargissement aux professions libérales, certaines associations soumises à l'impôt sur les sociétés et tous les commerces de détail de moins de 350 m<sup>2</sup>.

Ce dispositif d'aide voté en avril 2018 en faveur des commerces de moins de 350 m<sup>2</sup>, a été élargi à d'autres activités en avril et simplifié en août 2019. (voir encadré ci-dessous\*). L'aide à la sécurisation consiste en la prise en charge de 50 % du coût total des dépenses de sécurisation éligibles dans la limite d'un million de francs. 31 dossiers ont été présentés en 2019 (9 dossiers 2018) dont 29 agréés (1 dossier en 2018). Le montant total des aides accordées s'élève à 12 371 754 F.CFP (3 501 624 F.CFP en 2018), soit une moyenne d'aide accordée de 426 612 F.CFP.

De plus, les commerces peuvent bénéficier du fonds de garantie de la province Sud pour l'octroi de crédits de trésorerie par leurs banques.

## SIMPLIFICATION ET DÉMATÉRIALISATION DES DÉMARCHES :

Pour demander une aide à la sécurisation, le bénéficiaire fournit désormais au service instructeur de simples attestations sur l'honneur au lieu des 3 derniers bilans et statuts.

Afin d'accélérer le traitement des dossiers, la consultation par voie électronique de la commission consultative d'aide à la sécurisation des commerces a été privilégiée. La même procédure a été adoptée pour la consultation des membres dans le cadre du plan d'urgence en faveur des commerces. Ainsi, de septembre à décembre 2019, 10 consultations à domicile ont été organisées.

Enfin, le travail produit avec l'appui de la cellule de modernisation et le service des applications-métiers de la DSI a permis de mettre en œuvre la démarche de demande d'aide en ligne pour l'aide à la sécurisation des commerces : <https://www.province-sud.nc/demarches/aide-a-la-securisation-des-commerces>

### Les aides du Code des aides pour le soutien de l'économie (CASE) en 2019

#### CASE économie verte :

3 dossiers présentés et agréés pour un montant total d'aides accordées de 36 798 279 F.CFP

#### CASE économie générale :

59 dossiers présentés dont 44 agréés pour un montant total des subventions accordées de 112 237 602 F.CFP

Mesures exceptionnelles en faveur des commerces de détail (délibération n°48-2019/APS du 29 août 2019, portant mesures de simplification en faveur de la relance économique) : 9 dossiers présentés en consultation par voie électronique dont 7 agréés pour un montant total d'aides accordées de 20 154 606 F.CFP (16,4 MF d'aide exceptionnelle au maintien de l'effectif salarié et 3,7 MF d'aide à la trésorerie)

### Les liens sur le site [province-sud.nc](https://www.province-sud.nc) vers les aides et réglementation :

Délibération sur la  
relance économique

Aide à la trésorerie  
CASE

Aide exceptionnelle au maintien  
de l'effectif salarié - CASE

Aide à la sécurisation  
des commerces

## LE TOURISME, UN SECTEUR PHARE

Faire du tourisme une véritable industrie est l'un des objectifs stratégiques de la DEFE, qui met en place et contrôle l'utilisation des financements affectés à la promotion ou à l'accueil des visiteurs (Groupement d'Intérêt Économique (GIE) Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud et Offices de tourisme), réalise des études et enquêtes et subventionne les entreprises.

### La réorganisation du réseau des Offices de Tourisme (OT)

La DEFE contribue au financement et accompagne le réseau des 5 offices de tourisme de la province Sud. Plan de formation des salariés des OT, adhésion à la fédération *Offices de Tourisme de France*, mise en place d'un logiciel Actour de mesure d'activité, lancement d'une étude juridique visant à regrouper les OT sous une même entité.

### La mise en place de données pour le secteur

La Province soutient le GIE NCTPS dans le but de mettre en place des données fiables pour le secteur. Une réforme de l'enquête passagers a été mise en place dans les avions entrant en Nouvelle-Calédonie. Une enquête des dépenses a débuté, s'en suivra le lancement d'une enquête hôtelière.



### La collaboration pour la mise en place d'une fiscalité dédiée au secteur

Afin de pallier les difficultés financières des collectivités et pour répondre aux attentes des hôteliers, la DEFE a participé aux groupes de travail visant à mettre en place en 2020 une fiscalité sur l'activité de location de meublés touristiques.

### Le plan de professionnalisation des acteurs du tourisme (PPAT)

Afin d'améliorer la qualité de l'offre du produit touristique, la province Sud a élaboré un plan de formation de ses offices de tourisme, le plan de professionnalisation des acteurs du tourisme. L'ensemble des entreprises touristiques peuvent bénéficier de formations adaptées aux problématiques du secteur.

Le budget PPAT 2019 : **8,6 MF** (dont 88 % assuré par la province Sud et 12 % par les professionnels inscrits).



## VUE D'ENSEMBLE

### PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

DENV - Direction de  
l'Environnement

DDR - Direction du  
Développement Rural

DEFE - Direction de  
l'Économie, de la Formation  
et de l'Emploi

### PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### PÔLE ÉDUCATION, JEUNESSE ET VIE SOCIALE

### PÔLE FONCTIONNEL



Chiffres clés	2018	2019
Thématiques	7	8
Formations proposées	23	24
Sessions proposées et délocalisées	54	41
Nombre jours de formation	66	73
Sessions réalisées	36	35
Nombre d'inscriptions	402	444
Présents	264	362
Entreprises inscrites	90	105
Personnes formées	152	187
Taux de remplissage	82%	87%
Taux de participation	72%	82%
Taux de réalisation du programme annuel	67%	85%

**L'application ACTOUR** : cette application provinciale pour la gestion et le suivi de statistiques relatives à l'activité touristique permet centraliser les informations sur l'activité des offices de tourisme (OT) en province Sud.

L'application a été opérationnelle le 1<sup>er</sup> août 2019. Dès janvier 2020, elle va permettre d'éditer les rapports d'activités mensuels et annuels de chaque OT et globaux PS.



## EMPLOI, FORMATION, INSERTION

### MÉDIATION, INSERTION ET PRÉVENTION

En 2019, 8 chantiers d'insertion impliquant 71 stagiaires ont été financés.

Montant : 167 MF, soit un coût moyen par chantier de 20,8 MF.

### EMPLOI ET PLACEMENT

La DEFE, par délégation de la Nouvelle-Calédonie, procède au placement des demandeurs d'emploi, à leur évaluation, à leur recrutement. Elle peut aussi les orienter vers des stages et des formations. Fin 2019, la DEFE recense une moyenne de 5 468 demandeurs d'emploi actifs (5860 en 2018). 50 % sont des femmes, 76 % ont plus de 26 ans et 30 % n'ont aucun diplôme. 8 137 postes offerts au cours de l'année (6353 en 2018). 2 661 placements ont été réalisés en 2019 pour 2 467 demandeurs d'emploi distincts.

### MESURES D'AIDES

#### La fréquentation du service de l'Emploi

- 79 222 visites.
- 5 559 nouveaux demandeurs d'emploi inscrits au cours de l'année 2019.

#### Simplification et dématérialisation des démarches des demandeurs d'emploi et des employeurs :

- avec la connexion des demandeurs sur leur espace emploi  
<https://www.province-sud.nc/demarches/acceder-au-service-en-ligne-mon-espace-emploi>

### BUDGET EMPLOI, FORMATION, INSERTION

**1,116 milliard de francs**

- et le téléchargement et transmission des formulaires d'inscription  
<https://www.province-sud.nc/demarches/inscription-au-service-de-l-emploi-se>  
<https://www.province-sud.nc/demarches/pole-employeur>

#### Aides aux travailleurs handicapés

15 contrats-types formation (CTF) ont débuté en 2019.  
Montant : 8 278 447 F

#### Aides à l'emploi et à la formation (MAE et EMT) en 2019

288 dossiers d'aides à l'emploi et à la formation ont été financés par la DEFE.  
Montant : plus de 35,6 MF, soit un coût moyen de 123 913 F par dossier.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

# PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

**DEPS - Direction  
de l'Équipement**

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL



# DEPS DIRECTION DE L'EQUIPEMENT DE LA PROVINCE SUD

*La DEPS est la direction constructrice de la province Sud. Elle a pour mission de gérer et développer les 270 km de routes, les 196 ouvrages d'art du réseau routier provincial, ainsi que huit ouvrages maritimes. Pour ce faire, elle assure la maîtrise d'œuvre des chantiers de construction ou de rénovation d'infrastructures, ainsi que l'entretien courant du patrimoine. Elle s'occupe également, pour le compte de la Nouvelle-Calédonie, de l'entretien du réseau routier territorial situé en province Sud (RT1- RT3). Par ailleurs, elle réalise la conduite d'opérations de constructions publiques, ainsi que la programmation, la maîtrise d'œuvre et l'exécution des travaux de maintenance, d'entretien et de rénovation des bâtiments, logements et terrains, qu'ils soient provinciaux ou affectés aux missions de la province Sud. Seuls l'entretien et la maintenance des collèges, gérés directement par la direction de l'Éducation, ne font pas partie de son champ d'intervention. Enfin, elle assure quatre missions transversales pour toutes les directions de la province Sud : transport, développement de l'écomobilité, sobriété énergétique, qualité de la commande publique. La DEPS fusionne avec la DFA à partir de 2020.*

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**1,7** milliard de francs

**BUDGET INVESTISSEMENT**

**3,6** milliards de francs



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Deux aménagements structurants sur les entrées de ville : d'une part l'aménagement de l'échangeur de Koutio à Dumbéa, et d'autre part le dévoiement de la RP14 - rue Gervolino à Magenta - Nouméa. Ces projets ont été pensés dans une logique multimodale, faisant la part belle aux piétons et aux cyclistes.

2019 a été aussi marquée par des renforcements de chaussée et des sécurisations de talus sur les communes de Sarraméa et de Thio, contribuant activement à l'amélioration de la sécurité routière sur les itinéraires reliant La Foa à Canala, Boulouparis à Thio.



### AMÉNAGEMENT DE L'ÉCHANGEUR DE KOUTIO SUR LA VE2

La province Sud a réalisé des travaux sur l'échangeur de Koutio à Dumbéa de février à novembre 2019. Le projet consiste en un réaménagement complet de l'échangeur, en cohérence avec le développement urbain de Dumbéa, et la future requalification de la voie Sud en direction du Médipôle. Les travaux contribuent à la fluidité du trafic, ainsi qu'à la sécurité des automobilistes, des cyclistes et des piétons. Cette opération, programmée dans la continuité des travaux NEOBUS, s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) des infrastructures routières de la province Sud, et plus particulièrement dans le cadre des aménagements du secteur de l'ancienne gare de péage de Koutio, qui a déjà fait l'objet de nombreux travaux depuis 2014.

**MONTANT TOTAL  
DE L'OPÉRATION**  
**400 millions de francs**

### FIN DES TRAVAUX DE DÉVIATION DE LA RP14 - AÉRODROME DE MAGENTA

L'opération de déviation est effectuée à la demande du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, et sous la conduite de travaux de la direction de l'Aviation civile, afin de procéder à l'élargissement de la bande latérale de la piste de Nouméa - Magenta, dans le cadre de la mise aux normes de l'aérodrome. La province Sud participe à cet aménagement en réalisant la maîtrise d'œuvre globale, sur une portion d'environ 700 m de cette route provinciale. L'aménagement comprend la réalisation d'un terre-plein central, de trottoirs, d'une piste cyclable, d'espaces végétalisés et la mise en place d'un réseau d'éclairage.

**MONTANT TOTAL  
DE L'OPÉRATION**  
**700 millions de francs**

### SÉCURISATION ROUTIÈRE À SARRAMÉA ET THIO

Sur la RP4 - route de Thio, deux kilomètres de chaussée ont été renforcés. Réalisés de jour, sous alternat, ces travaux ont pour objectif de remplacer la chaussée endommagée afin d'offrir un meilleur confort aux usagers. En parallèle, des talus endommagés par des intempéries et dont la stabilité met en péril la structure de la route, ont été reconstitués. Sur la RP5 - route du col d'Amieu, deux kilomètres de chaussée ont également été renforcés. Ces travaux se sont accompagnés de la réalisation de caniveaux béton, afin d'améliorer l'assainissement, et donc la pérennité, de la route.

**MONTANT TOTAL  
DE L'OPÉRATION**  
**250 millions de francs**



### RECONSTRUCTION DU PONT DOTHIO SUR LA COMMUNE DE THIO

La province Sud a réalisé la reconstruction de l'ouvrage de franchissement de la rivière Douthio, situé sur la RP10 - route de Petchekara (route à horaires reliant Thio et Canala). L'ancien pont présentait d'importants désordres, était régulièrement coupé en cas de crues de la rivière, et offrait peu de confort et de sécurité aux usagers. Il a été reconstruit légèrement en aval, afin de maintenir la circulation durant la durée des travaux sur cette route structurante de la côte Est.

**MONTANT TOTAL  
DE L'OPÉRATION**  
**140 millions de francs**



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## RÉNOVATION DU PONT PÉRIGNON AU PARC PROVINCIAL DE LA RIVIÈRE BLEUE

Situé au sein du Parc Provincial de la Rivière Bleue, le pont Pérignon a été fermé pendant plusieurs mois à la circulation piétonne pour des travaux de rénovation. Cette opération, complexe, du fait de l'ancienneté de l'ouvrage, de son classement au patrimoine historique de la province Sud, des pluies régulières qui ont réduit la période d'étiage favorable à cette intervention, ont permis de consolider ce pont en bois. Par ailleurs, la DEPS est également intervenue en début d'année afin de réaliser la réfection des 2,8 km de la voie d'accès au Parc Provincial de la Rivière Bleue, afin d'améliorer et sécuriser l'accès au site.

### MONTANT TOTAL DES TRAVAUX

**90 millions de francs**



## AVEC NÉOBUS, VOICI TANÉO !

Néobus constitue l'armature centrale d'un nouveau réseau de transport en commun qui est entré en service simultanément : Tanéo. Les équipes de la DEPS s'attachent à décliner, sur les routes provinciales, la stratégie de Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) : voies dédiées pour maîtriser les temps de parcours, arrêts sécurisés et accessibles aux personnes à mobilité réduite, trottoirs, pistes cyclables... Une quinzaine de projets étudiés en 2018 ont donné lieu à des travaux en 2019 (démolition de la gare routière de Montravel par exemple), et se poursuivront en 2020.



## INFRASTRUCTURES MARITIMES

En 2019, Des études et Des préparations de chantier ont été réalisées. Ainsi, le wharf de l'îlot Maître a fait l'objet de toutes les attentions, avec des travaux contraints sur une période particulièrement courte de cinq mois en 2020.

Également, le wharf de l'îlot Amédée, très sollicité par les opérateurs touristiques, fait l'objet de calculs afin de s'assurer de sa résistance sur le long terme, et d'un projet de prolongation afin de prendre en compte le recul du trait de côte.



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## BATIMENT-CONSTRUCTION



### MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE DANS LE PATRIMOINE PROVINCIAL

La DEPS a étudié et fait valider un plan pluriannuel d'équipement photovoltaïque, déclinaison opérationnelle du Schéma pour la Transition Énergétique de la province Sud (STEPS), qui prévoit l'installation de 600 kWc par an sur 5 ans, afin de réduire l'impact environnemental du parc immobilier provincial.

Grâce au concours de l'État, cinq nouveaux collèges ont été dotés de panneaux solaires en 2019 : Louise Michel (Païta Sud), Gabriel Païta (Païta Nord), Jean Fayard (Katiramona), Rivière Salée et Edmée Varin (Auteuil), portant ainsi à 11 le nombre de collèges équipés à ce titre.

Les collèges sont les bâtiments provinciaux les plus énergivores. Au travers d'un affichage pédagogique installé à l'entrée des établissements informant les élèves sur l'énergie produite quotidiennement par leur site, la province Sud vise également la sensibilisation des jeunes.

### MONTANT DU PROJET PHOTOVOLTAÏQUE

**200 millions de francs**

### RÉALISATION DES BÂTIMENTS DE LA CASERNE DU PELOTON DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION À CHEVAL (PSIC), SUR LE DOMAINE DE DEVA

La caserne, qui sera mise à la disposition de la gendarmerie au travers d'un bail, pourra accueillir un effectif de 13 gendarmes et 16 chevaux, sur une parcelle de 3,25 hectares. La première phase de travaux a été réalisée, avec les terrassements des voiries et des plateformes des futures constructions et les VRD (Voies Réseaux Divers) des réseaux principaux.

La deuxième seconde phase, qui a démarré en septembre 2019 et s'étendra jusqu'en octobre 2020, comprend la construction traditionnelle de six bâtiments et de deux villas, les voiries et parkings, les aménagements paysagers et la pose de clôtures.

### MONTANT TOTAL DES TRAVAUX

**335 millions de francs**



### Écomobilité, la province Sud s'engage pour le covoiturage

Dans le cadre de l'élaboration de son schéma global du covoiturage, la province Sud a lancé une enquête auprès du grand public du 21 octobre au 30 novembre 2019. L'objectif est d'identifier les pratiques actuelles en matière de covoiturage afin de définir des axes prioritaires de développement, et de lancer une expérimentation.

Le développement du covoiturage permettra à terme, au même titre que le bus, le vélo, ou les autres modes de transports alternatifs de décongestionner les entrées de la ville et de réduire nos émissions carbonées.

### AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL DES CENTRES MÉDICO-SOCIAUX (CMS)

De 2019 à 2021, la province Sud met l'accent sur la rénovation et l'extension de ses centres médico-sociaux, notamment grâce à la participation financière de l'Etat au titre du contrat de développement.

Etudes et travaux ont ainsi été suivis à un rythme soutenu par la DEPS, sur les maisons de santé de Bourail, l'Île des Pins, Kaméré - Nouméa, La Foa, Thio.

Sur La Foa, l'opération consiste à réaménager le parking du centre médico-social afin d'améliorer les conditions d'accueil et de travail. Au total, 21 places

ont été réalisées sur le parking public et 10 places sur parking du personnel. Sur Thio, les travaux de rénovation et d'extension sont programmés de novembre 2019 à septembre 2020. L'opération consiste à réaliser une extension de 190 m<sup>2</sup> des locaux existants pour permettre la création de nouveaux espaces de soins, à réaménager l'ensemble de l'existant, et à démolir le chalet bois devenu vétuste, tout en maintenant l'activité du centre.

### MONTANT TOTAL DES TRAVAUX

**600 millions de francs**



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

**DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement**

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL



# **DFA** DIRECTION DU FONCIER ET DE L'AMÉNAGEMENT

*En charge de la création de données géographiques de référence, de la documentation foncière, du patrimoine et des domaines public, maritime et privé, bâti ou non bâti, de la province Sud, la DFA élabore la réglementation en matière d'urbanisme et instruit les autorisations pour certaines communes. La DFA fusionne avec la DEPS à partir de 2020.*

## BUDGET INVESTISSEMENT

**1,31** milliard de francs

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**714** millions de francs

## DOMAINE ET PATRIMOINE

- Pour l'année 2019, il a été recensé 212 appels reçus et 33 accueils physiques pour un primo renseignement. Le domaine public maritime (DPM) est le foncier qui est le plus sollicité.
- S'agissant du bilan relatif à l'instruction domaniale, on peut noter 133 actes administratifs finalisés (dont notamment 5 cessions, 8 baux, 15 avenants et 64 arrêtés/titres de location sur DPM).
- En 2019, le service a finalisé les projets relatifs à la refonte de la délibération fixant les tarifs pour les occupations des domaines public et privé de la collectivité

et les précisions des règles de gestion sur le domaine public maritime à titre d'agrément.

- Le service du domaine et du patrimoine a par ailleurs poursuivi les ventes de plusieurs lots situés principalement dans la zone de Ducos après l'appel à manifestation d'intérêt lancé en fin d'année 2018.
- Dans le cadre de la résorption des squats, un prestataire intervient pour enlever et prévenir toute nouvelle installation sur les propriétés provinciales sises sur la commune de Nouméa, soit en 2019, environ 367 interventions (17 de moins qu'en 2018).



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

DL - Direction  
du Logement

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

## KO WE KARA

38 évènements, dont 30 mariages,  
qui se sont déroulés au centre  
culturel de KO WE KARA en 2019.



## SERVICE DES RESSOURCES

Une vente aux enchères publiques de véhicules, de mobilier et matériel a permis de récolter 52.4 MF soit 32,1 MF de plus qu'en 2018. 110 mises en concurrence réalisées. 1 marché public et 19 contrats rendus exécutoires en 2019 soit un total de 39 marchés et 71 contrats publics actifs. 648 MF de recettes pour la gestion du domaine (1 273 états des sommes dues (ESD) émis).

**71**  
contrats publics actifs dont  
surveillance des bâtiments  
provinciaux, carburants,  
fournitures, véhicules.

## SERVICE DE L'URBANISME

- Textes : Après une première consultation concernant les dispositions provinciales du code de l'urbanisme en Nouvelle-Calédonie relatives aux zones à urbaniser, le travail se poursuit entre la province, l'Association Française des Maires et les communes de l'agglomération.
- Contentieux : 20 procès-verbaux d'infraction dressés en 2019.
- Plans d'urbanisme directeurs et Zones d'aménagement concerté En révision : Bourail, Boulouparis et Nouméa ; Mises à jour : Boulouparis, Dumbéa, Farino, la Foa, Mont-Dore et Poya Sud ; Mise en modification du RAZ de la ZAC Dumbéa-sur-Mer.
- Cessions accordées sur les ZAC provinciales : PANDA : 15 cessions accordées pour environ 12 614 m<sup>2</sup> de SHON ; DSM : 73 cessions accordées pour environ 19 559 m<sup>2</sup> de SHON.
- Autorisations d'urbanisme commercial : 2 autorisations d'urbanisme commercial délivrées.
- Droit du sol (Païta, Poya, Thio, Boulouparis, Farino, Sarramea, Yate, Ile Des Pins) : 615 demandes de renseignement d'urbanisme ; 447 permis de construire délivrés en 2019 (dont 89% sur la commune de Païta), soit un taux stable par rapport à 2018 ; 14 déclarations préalables dont 85% sur Païta ; 68 demandes d'autorisation de diviser accordées dont 54% sur Païta ; 9 permis de lotir délivrés (77% sur Païta) : 281 lots créés majoritairement résidentiels.

## SERVICE TOPOGRAPHIQUE ET FONCIER

- 153 plans d'actes réalisés pour le compte de la collectivité, dans le cadre du renouvellement des occupations à titre d'agrément sur le DPM ;
- 78 travaux d'expertise foncière ;
- 20 arrêtés de délimitation du domaine public maritime suite à la demande de propriétaires riverains ;
- 205 travaux fonciers et topographiques sur la zone littorale (DPM) dont 105 opérations de délimitation ou de contrôle de la limite supérieure du DPM au droit des propriétés privées ;
- 13 206 renseignements fournis via les téléchargements de dossiers fonciers à partir de l'application (MILAN WEB), par les membres de l'Ordre des géomètres experts et des services topographiques de la DITTT-NC et de la Ville de Nouméa (contre 11938 en 2018 via internet) ;
- Traitement de 1 300 000 ha d'images aériennes (satellites et avion) ;





## SERVICE DES INFRASTRUCTURES AÉRONAUTIQUES

### AÉROPORT DE L'ILE DES PINS

- Audit sur le Service de Sauvetage et de Lutte contre l'Incendie des Aéronefs sur les aérodromes (SSLIA) effectué le 29 août 2019 avec plan d'actions correctif accepté le 14 novembre 2019 ;
- Audit SGS (Système de Gestion de la Sécurité) effectué le 27 novembre 2019 avec plan d'action correctif en 2020 ;
- Un comité de sécurité s'est déroulé le 19 avril 2019 pour rappeler les événements et fixer les objectifs de la province Sud sur l'exploitation de l'aéroport et des aérodromes ;
- Exercice gestion de crise le 06 août 2019 en présence de la Direction de la Sécurité Civile et de la Gestion des Risques de la Nouvelle-Calédonie (DSCGR) dans le cadre de l'élaboration de plan Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC) aéroport et Plan d'Urgence Interne (PUIA) ;
- Aménagement de la salle sûreté dans l'aérogare de l'île des Pins et rédaction du projet d'arrêté relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de l'île des Pins - Moue - Partie Sûreté avec l'édition de plans des différents secteurs de sûreté. Rédaction d'un programme de sûreté et d'un programme assurance qualité sûreté.

### HÉLISTATION ET HÉLISURFACES

- Audit Techniques d'Aérodromes terrestres Civils - Conditions d'Homologation et aux procédures d'Exploitation des Aérodromes (TAC-CHEA) sur l'hélistation du Méridien effectué le 7 novembre 2019 (aucun écart relevé) ;



- Dossier de création d'une plateforme permanente sur l'ilot Maitre (transformation d'hélisurface en hélistation) soumis à l'aviation civile pour approbation ;
- Contrôle des Drop Zones sur les sentiers de GR et PR.

### AÉRODROME DE POÉ

- Cartographie de suivi de l'état de surface de la piste en dérogation aux mesures de frottement intrinsèque (mesures de glissance) fourni à la Direction de l'Aviation Civile (DAC) pour suivi des conditions d'homologation ;

- L'activité s'est intensifiée depuis la réfection complète de l'aire de mouvement en 2017 et notamment avec l'activité hydro ULM autorisée dans les 5 kms de cette plateforme (une problématique se lève quant à l'activité sur cette plateforme et l'impact des nuisances sonores au niveau des riverains).

### AÉRODROME DE OUA TOM

- Audit CHEA sur la plateforme avec plan d'actions correctif accepté par la DAC et clôturé ;
- Régalage des terres dans les servitudes aéronautiques supprimant ainsi dans la zone d'aérodrome tout obstacle non frangible.

### HÉLICOPTÈRE PROVINCIAL F-ODYU

- En 2019, 626 passagers (735 en 2018) dont 395 passagers pour l'île des Pins (457 en 2018).
- 250 heures étaient prévues et 240 heures ont été réellement réalisées (contre 237 heures en 2018) ;
- 50 heures ont été allouées à « The Explorers » dans le cadre d'une cartographie de la Calédonie avec banques de photos et vidéos haute définition pour la collectivité.



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

DEPS - Direction  
de l'Équipement

DFA - Direction  
du Foncier et  
de l'Aménagement

**DL - Direction  
du Logement**

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL



152  
aides  
individuelles

2170  
accessions  
auprès des  
bailleurs  
sociaux

5 736  
locations

# DL DIRECTION DU LOGEMENT

- La Direction du Logement accueille les demandeurs de logement et analyse les données sur la demande et sur les attributions de logement. Elle soutient la production de logements aidés ou leur réhabilitation, notamment en versant des aides financières aux opérateurs du logement social (Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC), Fonds Social de l'Habitat (FSH), Fonds calédonien de l'habitat (FCH) et Sem Agglo) ou aux familles désirant accéder à la propriété ou rénover leur logement.
- Elle met en œuvre un accompagnement social spécifique pour l'accès au logement des familles modestes et pour leur maintien dans les lieux, en lien avec les partenaires de l'action sociale.
- Elle coordonne également le dispositif du « protocole unique » qui fixe les modalités d'un accès prioritaire au logement pour les publics de l'agglomération du Grand Nouméa dans une situation précaire, ou issus de squats en cours de résorption.

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**88,31** millions de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**915,07** millions de francs

## LA DEMANDE EN LOGEMENT

En 2019, près de **20 900 familles**, soit en moyenne **85 personnes par jour**, se sont rendues à la direction du Logement (bureau de la Maison de l'habitat) pour se renseigner ou constituer une demande de logement en province Sud.

- Au 31 décembre 2019, **8 058 demandes** actives étaient enregistrées dont 5 736 demandes de location.
- 3 733 nouvelles demandes** ont été constituées, 3 412 demandes ont été renouvelées et 1 488 demandes ont été satisfaites en 2019.
- 50 % des demandes ont moins d'un an** et concernent des familles dont les revenus sont inférieurs à 1 SMG.



## LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

En 2019, la province Sud a accordé des aides financières pour :

- **317 logements** locatifs publics, soit **274 logements** locatifs aidés (LLA), et **43 logements** locatifs de transition (LLT), dont **183 logements** réhabilités et **134 logements** neufs ;
- **37 logements** en accession à la propriété (dispositifs L'Aide Financière de l'Accession en province Sud (AFAPS) et Logement Aidé en Province Sud (LAPS)) ;
- **11 logements** à réhabiliter (dispositif d'Aides Provinciales à la Rénovation et à l'Amélioration de l'Habitat (APRAH)).

## L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL AU LOGEMENT

Accès au logement et maintien dans les lieux : Dispositif 1<sup>ère</sup> entrée (139 dossiers traités en 2019, 84 intégrations et 100 sorties dont 76 % avec succès), dispositif « Maintien » : **150 dossiers** traités en 2019, 83 intégrations et 76 sorties dont **60 % avec succès** (maintenues dans leur logement). Les durées moyennes d'accompagnement par famille sont en baisse.



- Protocole unique : **33 relogements** ont été réalisés en 2019 pour 5 familles issues des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), 13 issues des sites prioritaires (RHI) et 15 en urgences sociales. Deux sites prioritaire ont été traités en 2019, le Centre Urbain de Koutio (en cours) ainsi que le squat Palmiers 3 (44 familles) qui a été résorbé en cours d'année.
- Dispositif d'Insertion par le logement et l'emploi (DILE) : **88 personnes** ont été accompagnées dans la recherche d'un emploi en 2018, afin d'accéder à un logement ou de s'y maintenir (début de l'accompagnement en septembre faute de prestataire).
- Prévention des expulsions : **116 enquêtes sociales** ont été sollicitées par le Haut-commissariat de la République en 2019, contre 87/an en moyenne sur les 5 dernières années. Le groupe de travail pour la prévention des expulsions s'est réuni une fois par mois. Malgré cela 18 familles ont été expulsées de leur logement.
- Des actions collectives pour traiter certaines problématiques communes : les travailleurs sociaux favorisent le regroupement de personnes volontaires pour aborder certains thèmes sous un angle plus ludique et partager les expériences (gestion du budget, appropriation du logement, alimentation, parentalité...). En 2019, **26 actions collectives** ont ainsi été organisées avec les familles.

**139**  
dossiers d'accès au  
logement et maintien dans  
les lieux ont été traités

## Zoom sur... La modification du code des aides à l'habitat Favoriser l'accession des familles

Identifiée comme une priorité par la nouvelle mandature, l'acte 1 de la politique de l'Habitat s'est concrétisée par un ajustement des dispositifs d'aides individuelles et a été approuvé par l'assemblée de la province Sud le 21 novembre 2019.

### Ces ajustements portent sur les critères d'attributions et concernent :

- L'« Aide financière à l'accession en province Sud » (AFAPS) pour les ménages qui souhaitent acquérir un terrain nu et y construire une maison ou acheter un logement.
- Les « Logements aidés de la province Sud » (LAPS) pour les familles qui souhaitent construire une villa type « clé en main ».
- L'« Aide provinciale à la rénovation et à l'amélioration de l'habitat » (APRAH) pour rénover, agrandir ou adapter le logement des propriétaires occupants qui ne peuvent avoir accès aux prêts bancaires.

### Une politique de l'habitat suivant 4 axes principaux :

- Favoriser l'accession à la propriété, en aidant les familles à devenir propriétaires tout en soutenant l'emploi et le BTP. Les logements en location-accession sont aujourd'hui éligibles, la surface des terrains n'est plus limitée, la typologie et la surface du logement ne sont plus restreints et il est accordé une majoration de l'aide de 500 000 F.CFP pour les dossiers déposés avant le 31/12/2021.
- Encourager la construction de logements durables et adaptés aux modes de vie océaniques. Il est également prévu une majoration de 500 000 F.CFP lorsque le projet comprend des investissements verts (chauffe-eau solaire, isolation...).
- Lutter contre le mal logement en soutenant l'amélioration et la rénovation. Une augmentation des plafonds de ressources pour améliorer l'éligibilité, un assouplissement des conditions d'accès à l'APRAH pour les personnes âgées ou en situation de handicap et la création du dispositif « unité de vie » qui vise à fournir aux propriétaires de logements fortement dégradés une construction salubre.
- Simplifier les réglementations et les démarches administratives pour encourager les demandes d'aides. Des mesures visent à simplifier les critères d'instruction des dossiers, à supprimer certaines pièces administratives et à assouplir différents critères d'accès aux aides.

Dans sa démarche, l'exécutif s'est attelé à définir des objectifs chiffrés pour 2020-2021 permettant de mesurer l'impact de sa politique logement en matière d'accession à la propriété :

480 logements aidés sur la période (AFAPS et LAPS)  
1,26Mds de FCFP d'aides provinciales dédiées aux dispositifs  
Un total de 13,43Mds de FCFP injectés dans l'économie locale



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

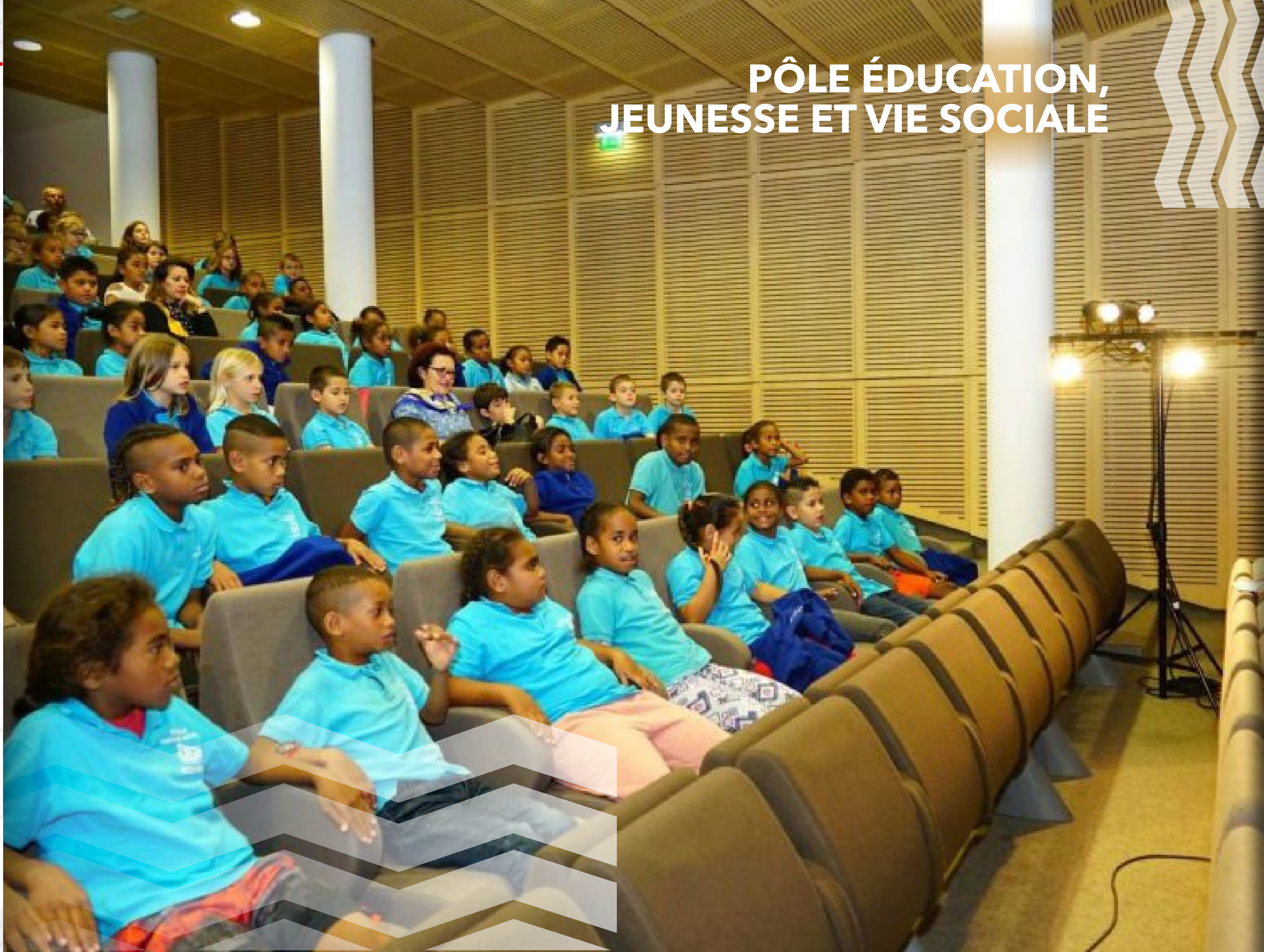
DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

# PÔLE ÉDUCATION, JEUNESSE ET VIE SOCIALE





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL



# DJS DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

*L'information des jeunes, leur intégration et leur engagement dans la société, l'autonomie et le développement des loisirs collectifs à valeur éducative représentent les différents axes d'engagement de la province Sud.*

*La DJS fusionne avec la DC à partir de 2020.*

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**1,3** milliard de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**1,1** milliard de francs

## LES CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS

La DJS veille au respect de la réglementation relative à la protection des mineurs des centres de vacances et de loisirs (CVL) en province Sud par délégation de la Nouvelle-Calédonie. À chaque période de vacances, les agents de la DJS enchainent les visites de contrôle des CVL afin de garantir le bon déroulement des activités proposées aux enfants. La totalité du fonctionnement et des obligations du centre est passée au crible.



La direction apporte également son expertise et un accompagnement financier aux projets éducatifs et intervient sur les formations destinées à l'animation et à l'encadrement des CVL.

Par ailleurs, elle crée et développe des outils pédagogiques et conseille les organisateurs sur la gestion associative. Des regroupements sont organisés pour sensibiliser les équipes d'encadrement.

**1500**

**visiteurs sont venus au Carrefour Vacances 2019 pour se renseigner sur les loisirs proposés en province Sud, en présence des organisateurs des centres de vacances ou de loisirs.**



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

## JEUNESSE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La province Sud, en partenariat avec le vice-rectorat, la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique et les partenaires privés impliqués dans le développement durable, a créé le dispositif « Jeunesse et Développement Durable ». **186 jeunes** issus du primaire, collèges et lycées de la province Sud ont participé à la semaine de sensibilisation, d'informations et d'activités organisée au centre d'accueil permanent de Poé. Objectif : faire émerger au sein des établissements scolaires des projets éco-citoyens. Ce sont ainsi plus de **48 projets** qui ont été présentés et valorisés lors des journées de restitution organisées au Château Hagen et au centre culturel Jean-Marie Tjibaou.



## LES BOUCLES DE TINA

Le site « Les Boucles de Tina » propose cette année une nouvelle piste de 1 km 350 destinée à la pratique sportive. De plus, l'amélioration du réseau (2 km de piste) et la création de plusieurs extensions permettent un cheminement plus facile et ludique sur les anciennes pistes. La troisième édition de la TinAvélo, qui a eu lieu le dimanche 15 septembre 2019, a connu une fois de plus un très grand succès avec une fréquentation de plus de **2 000 personnes**. Les familles ont profité des nombreuses animations et ateliers proposés tout au long de cette journée.

## LE CENTRE DES ACTIVITÉS NAUTIQUES

La fréquentation annuelle au sein du centre des activités nautiques est en hausse. **47 100 personnes** ont participé à des activités sur le site cette année contre 44 600 en 2018. Cette hausse de l'activité s'explique entre autre par l'accueil de la finale du circuit mondial de windsurf (PWA) organisé par l'Association Nouméa Glisse (ANG), en plus des désormais manifestations sportives annuelles comme le Te Aïto Taratoni, le Circuit des Mers du Sud, le Swim Run ou les championnats de Nouvelle-Calédonie de voile. Parmi les nombreuses offres d'activités du CAN, le Gliss'Ado rencontre un très grand succès.

## LE STADE PLGC

Sur les **60 300 usagers** fréquentant le stade Patronage Laïque Georges-Clémenceau (PLGC), 20 100 sont issus du mouvement associatif, soit 30 %, et 40 200 du milieu scolaire, soit 70 %. Une nette hausse du milieu scolaire est observé (plus 5 000 par rapport à 2018). Les créneaux disponibles et mis à disposition des associations sont occupés à 100 %.

## LE CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POÉ

En 2019, le centre a accueilli plus de **800 enfants** issues des centres de vacances ou de loisirs, **3 000 scolaires**, plus de **900 personnes** licenciées au sein d'associations sportives, **2 000 participants** au cross Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) et **630 stagiaires** de centre de formation. Plusieurs événements sportifs de pleine nature se sont déroulés sur le site de Deva et plus particulièrement sur le CAP dont la Mégarando qui a accueilli plus de **2 000 participants**.



## LE SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF

En 2019, **330 associations** sportives, **17 comités** provinciaux Sud représentant **25 000 licenciés** et **42 sportifs** de haut niveau ont bénéficié du soutien de la province Sud au profit plus particulièrement de l'accès des jeunes publics à la pratique sportive, de la pratique féminine, de la pratique handisport, de l'encadrement sportif et des transports.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

**DC - Direction de la Culture**

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL



# DC DIRECTION DE LA CULTURE

*La direction de la Culture agit en matière de patrimoine, de création et de diffusion artistique et d'accès à la culture et d'audiovisuel. Elle initie des actions et dispositifs qui concourent au développement artistique et culturel, notamment dans le domaine des pratiques amateurs, de l'éducation, de l'enseignement et de la formation artistique. Elle contribue à l'identification, à la protection, à la conservation et à la valorisation du patrimoine historique et culturel de la Province. Son bureau d'accueil des tournages offre un service gratuit autour de l'accompagnement de projets audiovisuels et cinématographiques. Enfin, elle gère une structure artistique et culturelle le Château Hagen dont les missions sont de promouvoir l'histoire, l'architecture, la botanique du site, de valoriser les arts visuels et vivants à travers une programmation et des saisons culturelles ; d'accueillir les établissements scolaires pour l'apprentissage éducatif des élèves en matière botanique, artistique et culturelle. La DC fusionne avec la DJS à partir de 2020.*

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**363** millions de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**514** millions de francs

## LES ACTIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES

La direction de la Culture par le biais de son Service du Développement Artistique et Culturel (SDAC) soutient la création artistique entre autres par l'accompagnement à la professionnalisation des acteurs culturels et renforce l'accès de tous à la culture en favorisant son rayonnement sur l'ensemble de la province Sud.

Elle organise de nombreux événements tout au long de l'année : la Quinzaine du hip-hop, la fête de la Musique, le festival des Voix du Sud et Un été au ciné dont la fréquentation totale avoisine les 29 000 personnes. La direction de la Culture a également pérennisé des dispositifs qui permettent d'axer ses actions à destination d'un public cible comme Collège au Cinéma, les Passeports culturels, les concerts éducatifs, le Parcours Découverte culturelle Familles ou la Bourse d'enseignement artistique.



**VUE  
D'ENSEMBLE**
**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**
**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**
**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

**DC - Direction de la Culture**

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

Par l'achat de tickets de spectacle ou d'aides à l'accès à la culture, elle apporte également un soutien à des scolaires et étudiants, à des familles en difficulté ou encore à des personnes en situation de handicap ou seniors.

Tous les événements qu'elle organise sont gratuits et ouverts à tous.

Par le biais de subventions, d'aides en nature ou de conseils et expertise, elle soutient plusieurs festivals comme le Festival du Cinéma de La Foa ou les Francofolies et de nombreuses associations organisant des événements artistiques et culturels, soit au total plus de 72 associations.

## LE CHÂTEAU HAGEN

L'établissement classé au titre des Monuments Historiques, désormais reconnu comme véritable centre culturel provincial grâce à ses saisons culturelles mises en place depuis 2014, est un espace de diffusion artistique très apprécié du public, des artistes, des établissements scolaires. Son caractère patrimonial, artistique, éducatif et botanique porte le Château Hagen à offrir ainsi toute l'année des expositions d'art contemporain, des spectacles de danse, des pièces de théâtre, des concerts de musique, des comédies musicales, des performances artistiques scéniques et visuelles, des ateliers d'art plastique, d'art vivant ou encore botaniques. Le site accueille également les établissements scolaires ainsi que des centres de vacances comme la FOL à chaque période de vacances scolaires ou Enfantasia de manière plus épisodique. Les touristes et les croisiéristes comptent également parmi les visiteurs du domaine.

Le bilan de la fréquentation publique 2019 affiche près de 37 000 visiteurs/spectateurs qui ont bénéficié des atouts du Château Hagen grâce à la programmation de 125 événements.



## LE BUREAU D'ACCUEIL DES TOURNAGES (BAT)

Le bureau d'accueil de tournages a accompagné 96 projets audiovisuels de fiction, documentaires, magazine tv, clips. 72 d'entre eux ont été réalisés dans le courant de l'année, dont 47 projets locaux, 11 projets nationaux et 15 projets internationaux.

Ces projets ont représenté 637,5 jours de tournages sur le territoire, tous programmes confondus.

Dans le cadre de ces missions de service instructeur du Fonds audiovisuel et cinéma calédonien, le bureau d'accueil de

tournages a présenté 51 projets de documentaires, fictions et clips vidéo, à son comité de gestion. 45 ont été soutenus. Le bureau d'accueil de tournages a également accompagné 4 projets de court-métrages dans le cadre des aides à la création.

Le rendez-vous de l'année pour le bureau d'accueil des tournages, a été le tournage de cinquante épisodes de la série de fiction « OPJ Pacifique Sud - saison 1 ». Un tout nouveau pari pour France Télévisions. Cette série a pour but d'être diffusée sur France Ô. Ce tournage a permis de cumuler 49 jours de tournage et embaucher 51 techniciens, 64 comédiens et 146 figurants locaux.

**96**  
projets audiovisuels  
de fiction, documentaires,  
magazine tv, clips

**637,5**  
jours de tournages



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL



## LA PRESERVATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE DE LA PROVINCE

La direction de la Culture par le biais de son Service du Patrimoine Historique et Culturel (SPHC) assure la préservation et la valorisation des patrimoines (archéologique, monuments historiques, immatériel) en appliquant la délibération n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la province Sud.

Le service assure l'accompagnement des particuliers ou des institutions qui souhaitent protéger et/ou restaurer leurs bâtisses ayant un intérêt architectural et/ou historique.

Il mène également les chantiers de restauration de son parc immobilier provincial protégé. Au cours de l'année, une dizaine de chantiers a été coordonnée par le service :

- Boulangerie du Bagne de Nouville ;
- Pavillon cellulaire du CHS Albert Bousquet ;
- Domaine du Château Hagen ;
- Fort Teremba ;
- Cathédrale Saint Joseph de Nouméa ;
- Vestiges du Bagne de Kuto ;
- Village historique de Prony ;
- Ferme Ecole de Nemeara ;
- Maison coloniale dite PAGE de l'Orphelinat ;
- Immeuble 4 bis rue Bichat du Quartier-Latin.

En outre, sur l'ensemble du territoire provincial, lorsqu'un immeuble est situé dans un périmètre de 500 mètres d'un édifice protégé au titre des monuments historiques, les demandes de permis de construire sont soumises à la validation du SPHC. Ainsi, une centaine de demandes de permis de construire a fait l'objet d'une instruction.

En archéologie, 12 demandes d'études d'impact archéologiques ont été traitées dont 10 ont donné lieu à des interventions sur le terrain. Deux opérations ont également été réalisées dans le cadre de projet de valorisation du patrimoine archéologique sur les communes de Farino et de Boulouparis.

Enfin, le SPHC mène les actions de valorisation et de soutien suivantes :

- Le Mois du Patrimoine ;
- Les Journées de l'archéologie ;
- Projets de valorisation de la collection Costes composée de plus de 600 objets (expositions) ;
- Soutien financier aux musées (Musée de Bourail, Musée de la Mine à Thio, Musée Maritime et futur Musée du Bagne) ;
- Soutien financier aux associations patrimoniales notamment celles qui ont en gestion un bâtiment protégé (l'association Marguerite – Fort Teremba et l'association Témoignage d'un Passé – Musée du Bagne) et associations de professionnels du patrimoine telle que l'association des musées et établissements patrimoniaux de Nouvelle-Calédonie ;
- Participation au groupe de travail inter collectivités sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

**DES - Direction  
de l'Éducation**

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL



# DES DIRECTION DE L'ÉDUCATION

*Responsable de l'enseignement primaire public de la province Sud, la DES applique la politique provinciale en termes d'équité scolaire et d'amélioration de la qualité des enseignements. Au niveau des collèges, elle intervient dans les différents travaux de construction, de rénovation ou d'extension. Par ailleurs, elle accorde des allocations, des bourses et des aides à l'enseignement supérieur. Parallèlement, elle soutient aussi l'enseignement privé.*

## SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES (SRH) EN QUELQUES CHIFFRES

### Les ressources humaines

Siège : **65**  
Internats : **31** à Bourail  
et **35** à la Foa  
Ecoles : **1107**  
Enseignants : **886** affectés  
dans une classe ordinaire  
Directeurs et directrices : **99**  
Enseignants itinérants : **18**  
Maîtres LCK : **17**  
Personnels spécialisés (enseignants,  
éducateurs, psychologues...) : **103**

### L'École primaire publique

Élève à la rentrée : **20 111**  
Écoles primaires : **42**  
Écoles élémentaires : **32**  
Écoles maternelles : **25**  
Écoles prioritaires : **26**  
Écoles bilingues anglais : **6**  
**910** classes

### Les actions éducatives

Écoles « label en santé » : **32** écoles  
Écoles en démarche d'éducation au  
développement durable : **6** écoles  
Sorties scolaires financées : **4469**  
sorties  
Écoles en expérimentation  
INNOV'Ecole : **20** écoles  
Accompagnement à la scolarité : **1300**  
élèves pris en charge  
Médiation à l'école : **4000** élèves ont  
participé à la démarche





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

## LA SÛRETÉ ET LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

Les enseignants apprennent aux enfants à évacuer une école en cas de nécessité. Désormais, les enfants apprendront également à s'y abriter en cas de danger, dans le cadre d'une démarche pédagogique, partenariale, pragmatique et innovante.

## LA PROTECTION DE L'ENFANCE

**318 fiches d'informations signalantes (FIS) ont été traitées.** 269 enfants sont concernés. Le nombre de signalements des écoles est en augmentation chaque année. Les signalements concernent essentiellement l'absentéisme, les carences éducatives et la maltraitance.



## SERVICE DES BOURSES ET DES AIDES AUX ÉLÈVES ET AUX ÉTUDIANTS

### LE VOLUME D'ACTIVITÉS

**14 000 personnes** reçues dans le service, soit 60 personnes par jour.  
**1,5 milliard CFP** dépensés au titre du **budget 2019**.  
**Plus de 7 500 utilisations** des démarches en ligne.

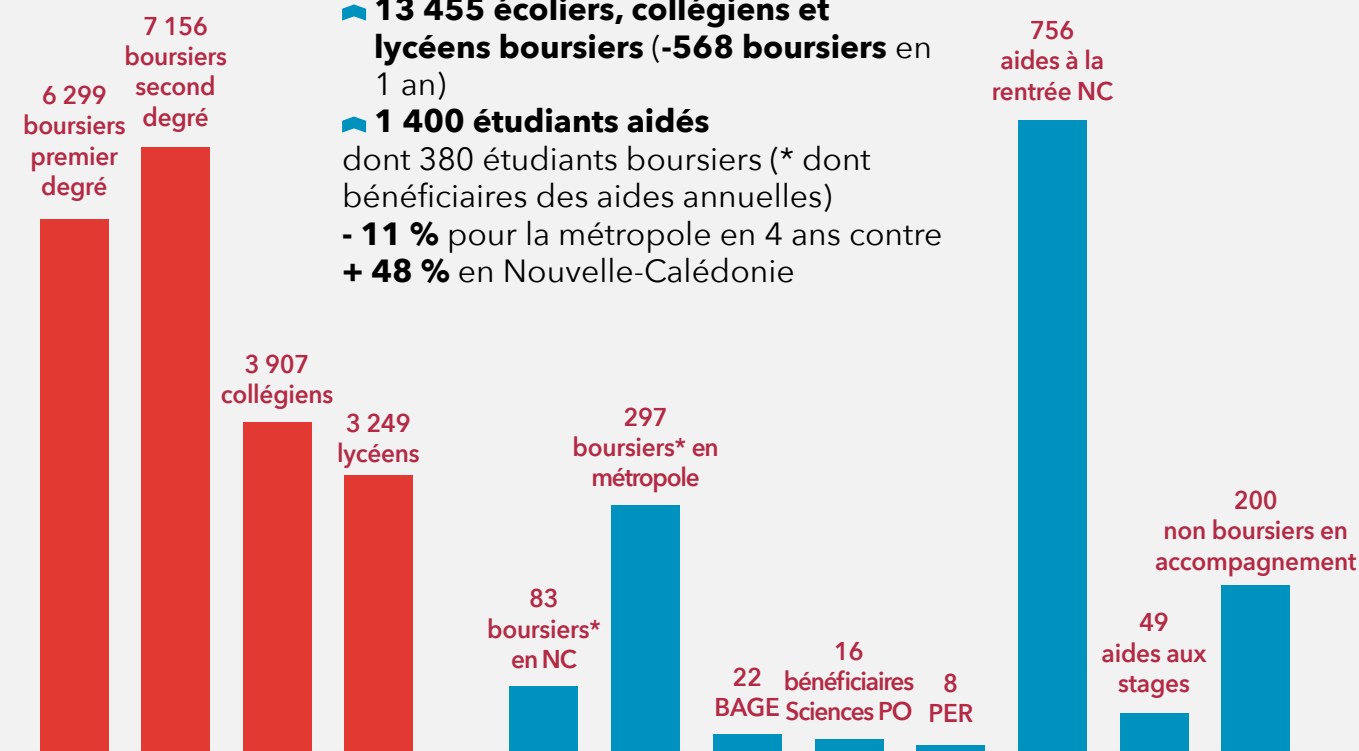
### L'EXCELLENCE ET LA RECHERCHE

La province Sud y consacre 22 % du budget des aides aux étudiants.

- **40 prix d'excellence** attribués à des étudiants ayant obtenu en moyenne 15/20 à leur diplôme.
- **22 bénéficiaires** de la BAGE (bourse d'accès aux grandes écoles).
- **16 bénéficiaires** du dispositif Convention d'Education Prioritaire avec Sciences Po.
- **8 bénéficiaires** du Prix d'Encouragement à la Recherche (PER) attribués à des étudiants.
- **8 millions** de dépenses au titre du prix d'excellence.
- **61,5 millions** de dépenses au titre des bourses d'excellence.
- **17,4 millions** de dépenses au titre des PER.

### LES BOURSIERS

- **13 455 écoliers, collégiens et lycéens boursiers** (-568 boursiers en 1 an)
- **1 400 étudiants aidés** dont 380 étudiants boursiers (\* dont bénéficiaires des aides annuelles)
- **11 %** pour la métropole en 4 ans contre
- + **48 %** en Nouvelle-Calédonie



### LE BUDGET

**1,09** Milliard de francs  
dépensés en 2019 au titre  
des aides scolaires.

**95 000**  
francs/an de bourses pour  
un étudiant en NC

**400** Millions de francs  
dépensés en 2019 au titre  
des aides aux étudiants.

**475 000**  
francs/an de bourses pour  
un étudiant en métropole



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

## CELLULE TICE : TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR L'ENSEIGNEMENT

### INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS

- Travaux de câblage : **915 classes** (100 %) câblées avec au moins 1 point réseau dans chaque classe.
- Maintenance : **5179 interventions** de dépannage ont été conduites dans les écoles.

### FORMATION

- 798 enseignants** ont été formés sur 12 thématiques différentes soit 168 demi-journées.
- 600 enseignants** distincts ont suivi au moins une formation TICE soit 48 % du personnel affecté à une classe.

### OPÉRATION TBI

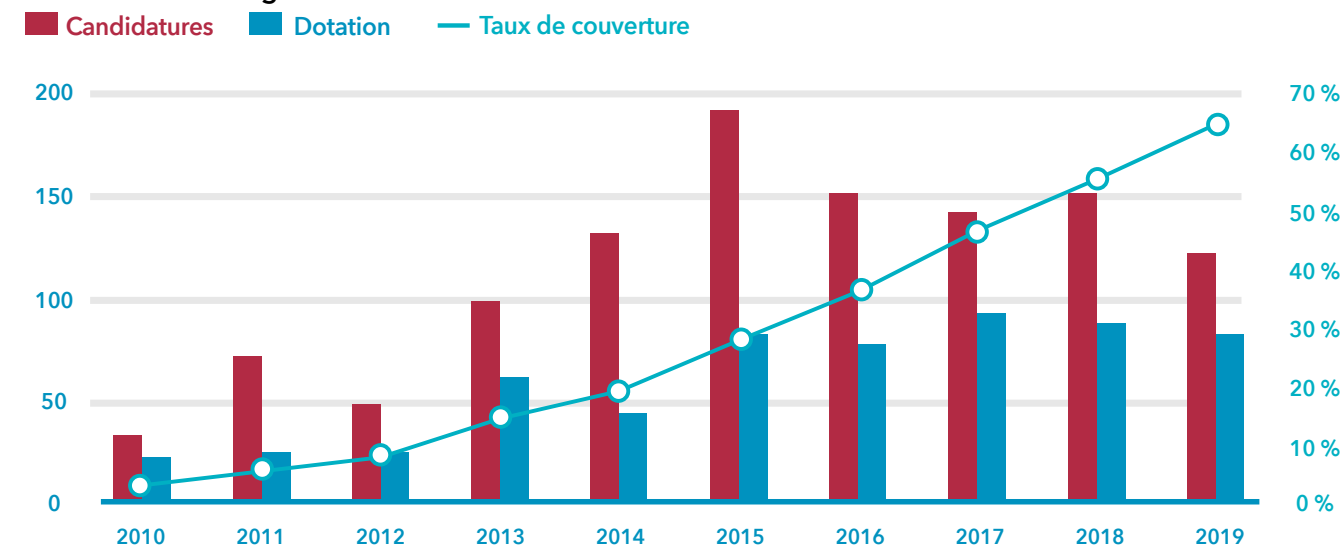
- 80 nouveaux Tableau Blanc Interactif (TBI)** ont été attribués portant à 63,4 % le nombre de classes équipées.
- 577 classes** sont désormais dotées de TBI.

### OPÉRATION ENT, ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE DE TRAVAIL

- 16 nouvelles classes** ont été connectées à l'Espace Numérique de Travail (ENT) portant le taux de couverture à 36,3 % des classes.
- 330 classes** sont désormais connectées à l'ENT, touchant 55 écoles sur 100.
- 42 enseignants** ont postulé pour 2020 suite à l'appel à candidature lancé.



Dotation des enseignants en TBI





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

## SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

### EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET SITUATION COMPTABLE

	Voté	Réalisé	Taux
Dépenses			
FONCT.	4 213 165 940	4 090 896 223	97,10%
DÉPENSE	1 487 201 982	1 387 302 673	93,28%
Recettes			
FONCT.	302 166 575	286 274 322	94,74%
DÉPENSE	1 453 563 061	1 318 861 179	90,73%

### LE PROGRAMME, COLLÈGES PUBLICS

Les opérations de maintenance habituelles dans les collèges publics, se sont portées sur des opérations d'aménagement et d'agrandissement des établissements.

#### Les équipements numériques :

Afin de répondre aux besoins des collèges en matière informatique, la province a investi près de **193 MF dans le renouvellement ou l'installation d'équipements.**

L'expérimentation des PC-hybrides pour les élèves et les enseignants s'est poursuivie dans le cadre d'un appel à projet « collèges numériques et innovation pédagogique » avec une participation de l'Etat à hauteur de près de 50 % du projet destiné aux collèges de Magenta et Portes de Fer.

Près de **512 ordinateurs hybrides** ont été distribués aux élèves et aux professeurs de ces trois collèges pour leur permettre de développer l'usage des nouvelles technologies dans leur apprentissage.

Dans le cadre du Schéma de Transition Énergétique de la Province Sud (STEPS), des panneaux photovoltaïques ont été



déployés dans 5 collèges pour **un coût de 79 MF** : Edmée Varin (Auteuil), Gabriel Païta (Païta nord), Louise Michel (Païta sud), Jean Fayard (Katiramona) et Rivière Salée.

Au total **11 collèges** sont dorénavant équipés de panneaux photovoltaïques pour un coût de 225 MF. Ce projet a bénéficié d'une aide de l'Etat à hauteur de 50 % au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) « programme d'investissement publics en matière d'équipements structurants en faveur des outre-mer ».

La sûreté dans les collèges :

➤ **15 actions** de dégradations, vandalisme et vols : 2,8 M CFP ont été consacrés aux réparations et remise en état.

➤ **26 M CFP** ont été investis dans des travaux de sûreté en urgence : pause d'alarme anti intrusion, renforcement de certaines clôtures, renforcement de fenêtres...

➤ Afin de renforcer au mieux la sûreté des établissements, la province a démarré

## EXÉCUTION BUDGÉTAIRE PAR PROGRAMME

Programme		Voté	Réalisé	Taux
01	ADMINISTRATION	79 670 000	71 089 091	89,23%
07	COLLEGES PUBLICS	464 460 982	454 712 655	97,90%
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 136 124 206	1 099 688 835	96,79%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 423 770 412	1 418 405 228	99,62%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	449 586 350	415 738 602	92,47%
11	INTERNATS	149 991 337	141 623 228	94,42%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	509 562 653	489 638 784	96,09%
TOTAL FONCTIONNEMENT		4 213 165 940	4 090 896 423	97,10%
01	ADMINISTRATION	1 861 789	1 756 930	94,37%
07	COLLEGES PUBLICS	991 396 614	953 877 656	96,22%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	218 425 000	189 008 832	86,53%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	20 350 000	0	0,00%
11	INTERNATS	133 033 539	119 343 428	89,71%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	500 000	0	0,00%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	124 635 040	123 315 827	98,94%
TOTAL INVESTISSEMENT		1 490 201 982	1 387 302 673	93,09%

un programme avec, dans un premier temps, la mise en place de gardiennage pendant la phase estivale.

### ENSEIGNEMENT PRIVÉ

En 2019, plus de 23% de la population scolaire de la province Sud a suivi sa scolarité dans les différents établissements privés des deux directions, la DDEC et l'ASEE. La province participe à leur fonctionnement à hauteur d'1,34 milliard CFP.

### LES INTERNATS

Pour faciliter la réussite des élèves internes, la province met en œuvre plusieurs actions : soutien scolaire, aide psychologique, activités culturelles ou sportives,



accès au numérique et ouverture sur le monde...

Ces actions s'effectuent dans le cadre du contrat de développement avec l'État. En 2019, 20 MF ont été dépensés pour les deux internats provinciaux.



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

**DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale**

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

# DPASS DIRECTION PROVINCIALE DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

*La direction provinciale de l'action sanitaire et sociale est chargée de la mise en œuvre des actions de solidarité, de cohésion sociale et de l'organisation des missions sanitaires à destination des publics les plus vulnérables.*

*Elle est structurée en deux pôles : le pôle santé publique, chargé de gérer l'offre de soins et les actions en matière de santé publique, et le pôle des solidarités, en charge de la mise en œuvre des politiques sociales dont la protection de l'enfance.*

*La DPASS gère aussi les prestations sanitaires et sociales au sein des centres médico-sociaux répartis sur toute la Province.*

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**9,34** milliards de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**149** millions de francs

## UNE POLITIQUE AMBITIEUSE D'ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ

Une politique ambitieuse d'accès aux soins a été poursuivie en 2019, notamment pour les bénéficiaires de l'aide médicale. Les actions d'éducation à la santé se sont multipliées : **11 544 élèves** ont bénéficié d'actions de promotion de la santé et **34 écoles** ont obtenu le label École en santé.

**11 544**

**enfants ont été sensibilisés à l'école sur plusieurs thématiques de prévention et d'éducation pour la santé : hygiène corporelle, alimentaire, hygiène bucco-dentaire.**



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

MCF - Mission à la Condition  
Féminine

PÔLE  
FONCTIONNEL

10%

de la population  
calédonienne est touchée  
par le diabète.



DIABÈTE : CONTRE LE  
SILENCE, LA PRÉVENTION

La DPASS a organisé durant plusieurs semaines des journées d'information et de dépistage sur tout le territoire de la province Sud : **511 personnes** ont ainsi été informées et testées.

Rappelons qu'en Nouvelle-Calédonie, 10 % de la population est touchée par cette maladie.

PÔLE SANTÉ PUBLIQUE

- 39 648 personnes sont venues au moins une fois dans un centre médico-social provincial.
- 47 944 consultations de médecine générale et 4 342 consultations médicales d'urgence ont été réalisées.
- Activité paramédicale : 59 567 actes.
- Protection infantile : 18 798 consultations.
- Protection maternelle : 6 052 consultations.

UNE VÉRITABLE  
POLITIQUE DE LA FAMILLE

La politique de dépistage des situations d'enfants en danger et de soutien à la parentalité s'est poursuivie.

Ainsi, en 2018, **1 727 signalements** d'enfants potentiellement en danger ont été traités et, chaque mois, plus de **139 familles** et enfants ont bénéficié d'une aide éducative à domicile.

En 2019, **66 nouveaux placements judiciaires** de mineurs en danger ont été mis en œuvre. Parallèlement, et grâce au travail éducatif engagé avec les familles, **43 placements** ont été levés, permettant le retour des mineurs chez eux.

Mobiliser les parents défaillants et leur offrir une alternative à une peine pénale, c'est l'objectif des modules de rappel à la responsabilité parentale, qui ont été reconduits par l'assemblée de la province Sud pour 3 ans. Ce dispositif s'est vu apporter des améliorations pour le rendre plus efficient et permettre à davantage de parents d'en bénéficier (6 familles en 2019).

PÔLE DES  
SOLIDARITÉS

- 26 976 personnes ont bénéficié de l'aide médicale provinciale.
- 21 314 secours immédiats ont été accordés.
- 161 nouveaux placements dont 66 judiciaires.
- 89 familles d'accueil agréées dont 7 nouveaux agréments

LES CONDITIONS  
D'ACCUEIL

Des travaux et des aménagements ont permis d'améliorer les conditions de prise en charge des usagers.

Ainsi, un accueil centralisé a été créé à la direction de la DPASS.

Le service d'action sociale a été déplacé : il se trouve aujourd'hui dans le même bâtiment que le service d'aide médicale, ce qui facilite les démarches des usagers.

Enfin, une nouvelle permanence des assistantes sociales a été créée à Magenta et de nouveaux locaux ont été aménagés pour la cellule d'informations signalantes.

LA MAÎTRISE DES  
DÉPENSES DE SANTÉ

La politique de maîtrise des dépenses de santé s'est poursuivie, fondée sur des contrôles à la fois médicalisés, administratifs et comptables renforcés.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

**MCF - Mission  
à la Condition Féminine**

PÔLE  
FONCTIONNEL



# MCF MISSION À LA CONDITION FÉMININE

*La mission, rattachée au Secrétariat Général, est chargée d'informer, de sensibiliser et d'impulser des actions en faveur des Calédoniennes, de favoriser et de soutenir leur implication dans la vie sociale, économique et citoyenne.*

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**35,1** millions de francs

**4 149**

**personnes ont fréquenté  
la Mission à la condition  
féminine en 2019**

## LE GRENELLE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES,

Le Grenelle contre les violences faites aux femmes a été organisé du 9 septembre au 23 novembre 2019 par le Gouvernement.

Rénover un foyer d'accueil d'urgence, occuper des logements vacants de la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie pour héberger les victimes, lutter contre l'alcoolisation au sein des couples et sensibiliser les enfants, voilà les quatre engagements concrets de la province Sud dévoilés samedi lors du Grenelle des violences faites aux femmes.





**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

DJS - Direction de la  
Jeunesse et des Sports

DC - Direction de la Culture

DES - Direction  
de l'Éducation

DPASS - Direction  
Provinciale de l'Action  
Sanitaire et Sociale

**MCF - Mission  
à la Condition Féminine**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

## LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

La MCF s'est associée à la manifestation organisée à Lifou, en partenariat avec le Gouvernement et les trois provinces. La délégation ainsi constituée a porté la thématique de l'émancipation des femmes et des avancées de leurs droits notamment dans le cadre coutumier.

## LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La MCF s'est associée à la campagne internationale des Nations Unies, « Orange the World », et l'a déclinée sous la forme d'une exposition sur les violences et les représentations des femmes, en partenariat avec le Lycée du Grand Nouméa du 25 novembre au 20 décembre. Cette exposition a impacté plus de 400 personnes, et a été clôturée par une mobilisation du collectif des motards.



## UNE MISSION DE SENSIBILISATION À L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES

L'une des missions de la MCF est d'informer et de sensibiliser le grand public mais également les professionnels aux problématiques que rencontrent les femmes : violences, discriminations, droits, sexisme, sous-représentativité, etc.

En 2019, ces actions de sensibilisation se sont essentiellement déclinées en : Sensibilisations par la MCF de publics spécifiques : CIJNC, soirée-débat à l'UNC, IFPSS, police, Brigade de protection des mineurs, association de femmes du Mont Dore, Association de femmes de Thio, CSN, l'ADIE. 628 personnes ont été impactées.

Sensibilisation des scolaires dans le cadre de visites de la structure. En 2019, la MCF a sensibilisé plus de 270 scolaires dans le cadre de sollicitations de partenaires pédagogiques. Des sensibilisations à l'occasion de manifestations grand public : Cité Partage, Forum Santé Handicap de l'UNC. 389 personnes ont été impactées.

## INTERVENTIONS ET ACTIONS EN PARTENARIAT

Une convention de partenariat avec l'Association Case Juridique Kanak officialisée le 4 mars a permis de mettre en place des permanences gratuites d'accès aux droits civils et coutumiers. Participation de la MCF aux réunions du Réseau Santé Mentale piloté par le Gouver-

nement de la NC ; au renouvellement de la formation IFAP « Violences conjugales et intrafamiliales » niveau 2 ; à la réflexion sur l'application Biinlab, réalisée dans le cadre de l'ouverture du mois du Patrimoine, au Château Hagen.

## EN RÉSUMÉ, EN CHIFFRES, 2019 :

**4449** personnes accueillies  
**132** primo-écoutes  
**1287** personnes sensibilisées à l'égalité HF (promotion de l'égalité, sensibilisation aux stéréotypes de genre et leurs impacts, au sexisme, aux inégalités entre les femmes et les hommes).



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

# PÔLE FONCTIONNEL



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

# SERVICE COMMUNICATION

*En mutualisant ses moyens et en priorisant ses activités, le service communication de la province Sud parvient cette année 2019 à faire « mieux », avec « moins ». Faire « Mieux », c'est informer plus rapidement le plus grand nombre d'administrés sur les dispositifs et investissements provinciaux dont ils peuvent bénéficier, ainsi que sur les démarches à faire en ligne, grâce à notre volonté de dématérialiser nos actions. Faire avec « moins », c'est repenser notre stratégie en minimisant nos coûts et en réorganisant le service afin qu'il devienne plus efficient. C'est pour cela que le « nouveau » service de communication est désormais organisé autour de quatre pôles : rédaction, événementiel, marketing, et diffusion.*

## STRUCTURER ET MUTUALISER NOS RESSOURCES, NOS MOYENS ET FORMER

En repensant leurs missions, les journalistes de la rédaction sont amenés à varier leurs actions et sont désormais invités à prendre eux-mêmes leurs photos et à participer aux reportages télévisés.

Pour cela, un rédacteur en chef unique a été nommé, au lieu de deux précédemment. Le service de reportages télévisés est passé de sept permanents et prestataires extérieurs à deux prestataires extérieurs uniquement, ce qui, pour autant, a conduit à doubler le nombre de vidéos produites, tout en maintenant le même degré de qualité. Un photographe et non plus deux : chaque journaliste étant



en capacité de faire ses images le cas échéant. Les rédacteurs sont formés à la prise d'images vidéo comme aux voix off dans les reportages : la transversalité des métiers de la communication est en cours.



**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

**Service  
communication**

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

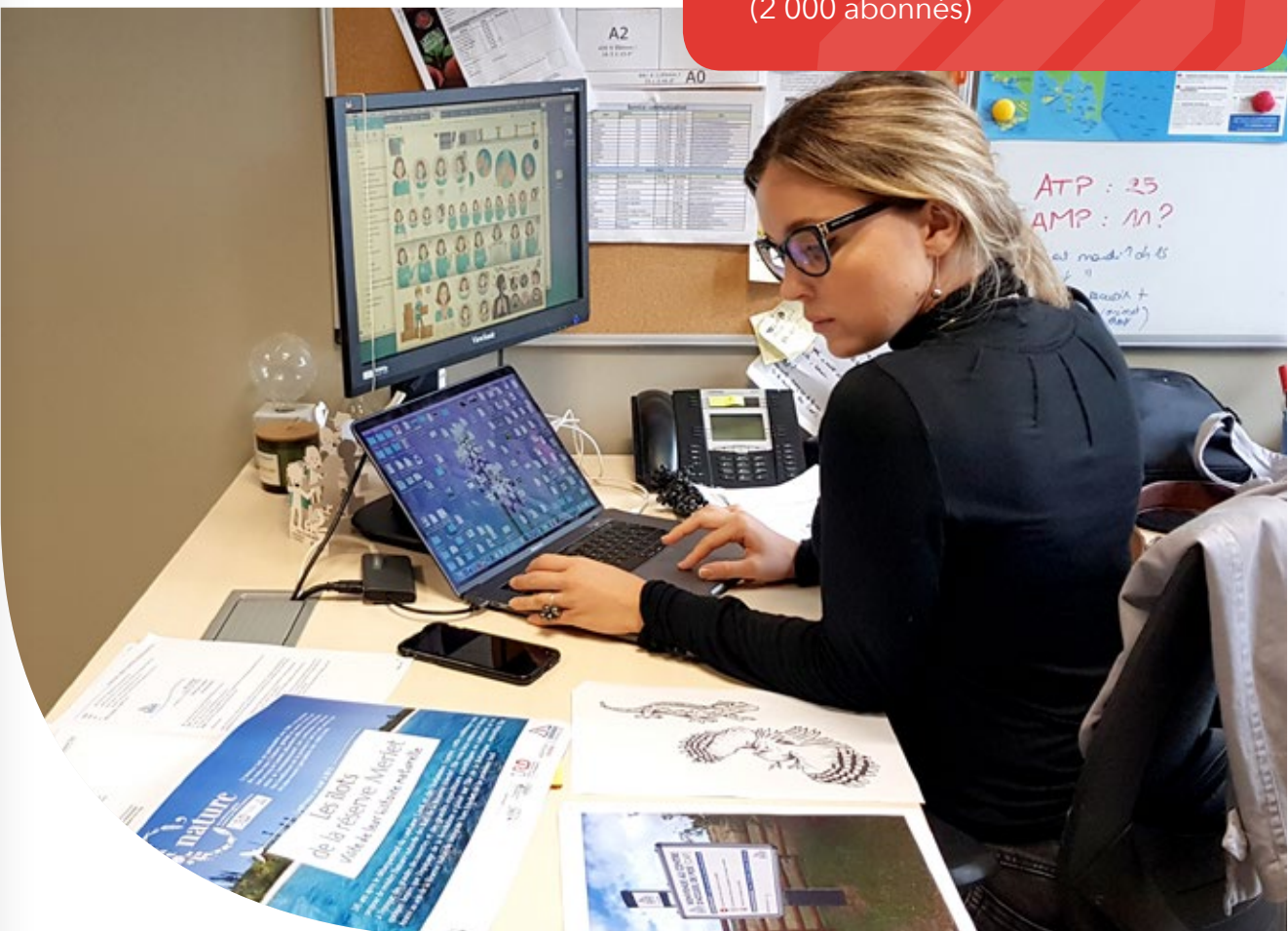
DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

## CRÉATION D'UN PÔLE ÉVÉNEMENTIEL

Le pôle événementiel a pour rôle d'assurer l'organisation des événements ou manifestations de la Province, et, plus largement la coordination générale de l'image et de la visibilité de la province Sud et de son action.

## UNE STRATÉGIE MARKETING EFFICIENTE

Un redéploiement permet d'affecter deux personnes au marketing, au plus près des besoins des directions. La marketing s'appuie sur les services d'une graphiste, pour asseoir et maîtriser l'identité visuelle de la Province tout en diminuant le recours à la sous-traitance.



## UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE DIFFUSION

Depuis cette année, les reportages télévisés font partie intégrante de la communication. Afin de mieux informer nos différents publics, trois pages Facebook distinctes ont été lancées.

- FB1 (province Sud) doit être « le relai des actualités institutionnelles. » (30 000 abonnés)
- FB2 (100 % événements) qui comme son nom l'indique est « dédié aux événements organisés par la collectivité et aux partages de manifestations organisés par les partenaires. » (6 500 abonnés)
- FB3 (100% pratique) « regroupe les campagnes de com, travaux etc. » (2 000 abonnés)



## QUELLE PRODUCTION ?

A lui seul, le service communication réalise plus de 60 reportages écrits par mois, une dizaine de reportages vidéo et tutos par mois, de nombreux sujets diffusés sur intranet pour les agents (+7000 vues par semaines), et autant de dossiers et informations presse nécessaire à la bonne communication de l'institution.

## QUELLE DIFFUSION ?

Grâce au remaniement du service et à sa nouvelle politique de communication, l'audience de la province Sud s'est accrue. Les trois nouvelles pages Facebook ont cumulé des audiences et des publics différents pour près de 40 000 abonnés au 31 décembre 2019 au lieu de 24 000 l'an dernier à la même période.



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

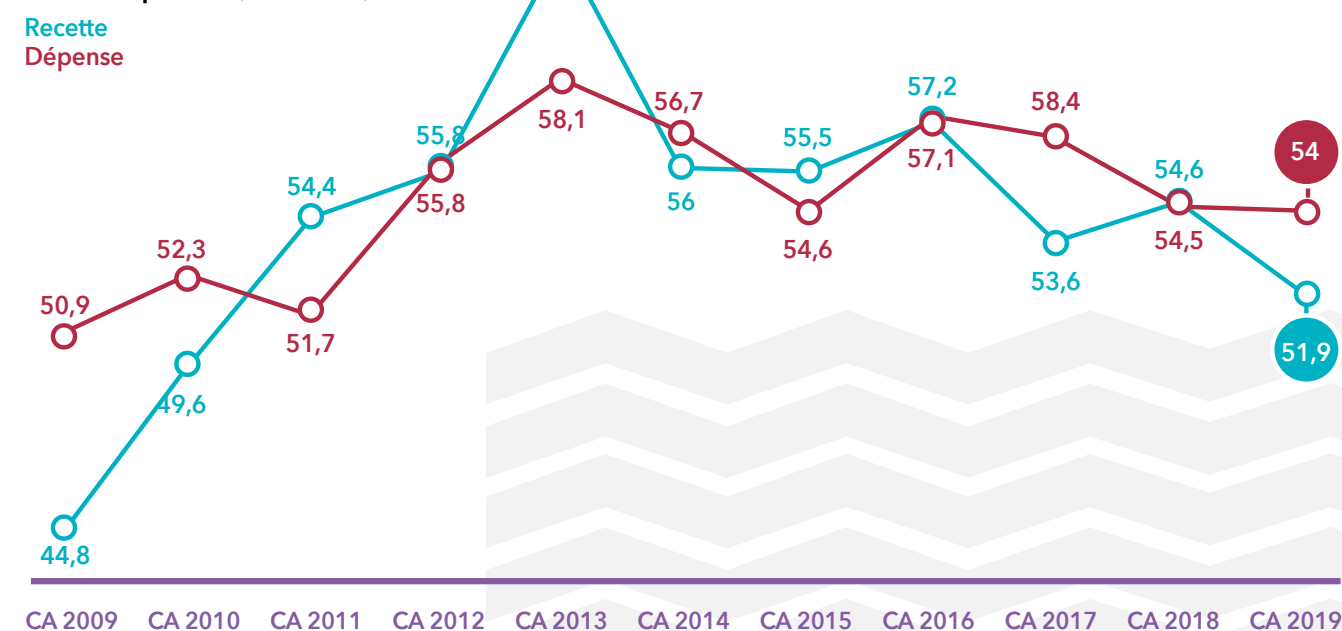
DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

# DFI DIRECTION DES FINANCES

*La direction des finances est principalement chargée de la préparation du budget provincial ; du contrôle de son exécution ; du contrôle des dépenses engagées au budget ; de la prescription des recettes à recouvrer et l'ordonnancement des dépenses ; de la gestion de la dette et de la trésorerie ; du suivi des opérations contractualisées et l'inventaire comptable des valeurs immobilisées ; de la production, à la clôture de l'exercice, du compte administratif conforme aux comptes produits par le trésorier (comptable public). La direction des finances est une équipe financière de 24 agents.*

Évolution des recettes  
et des dépenses (en Mds F)





**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

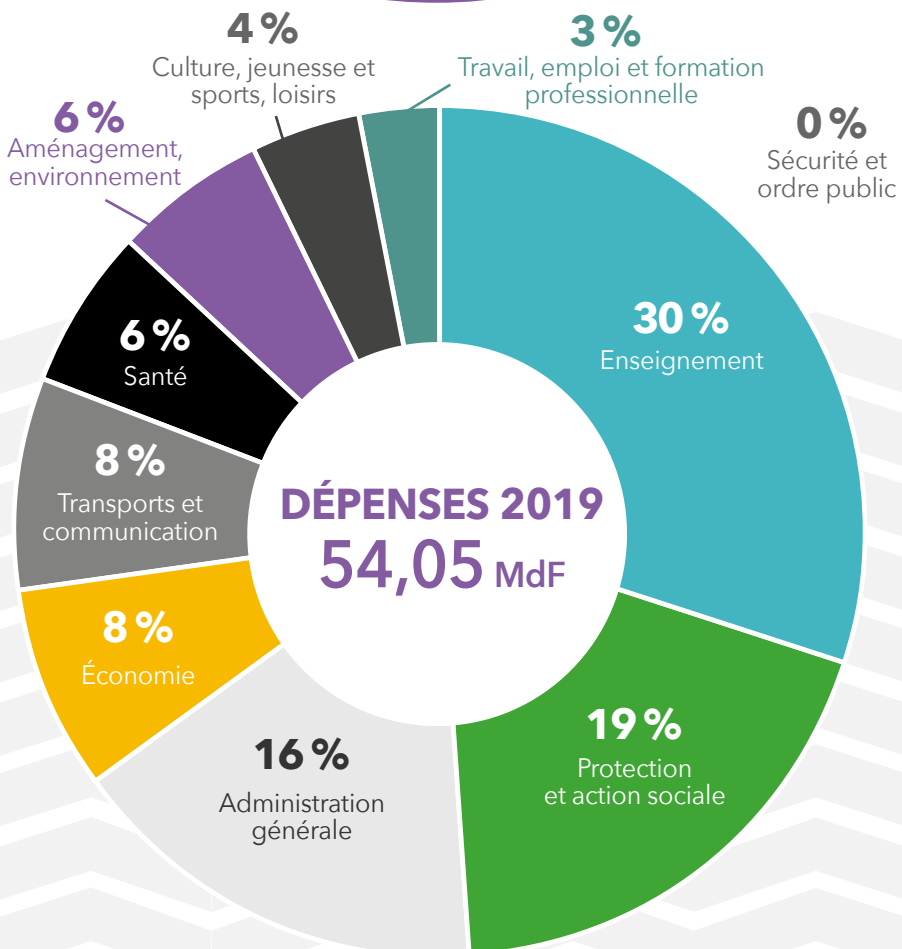
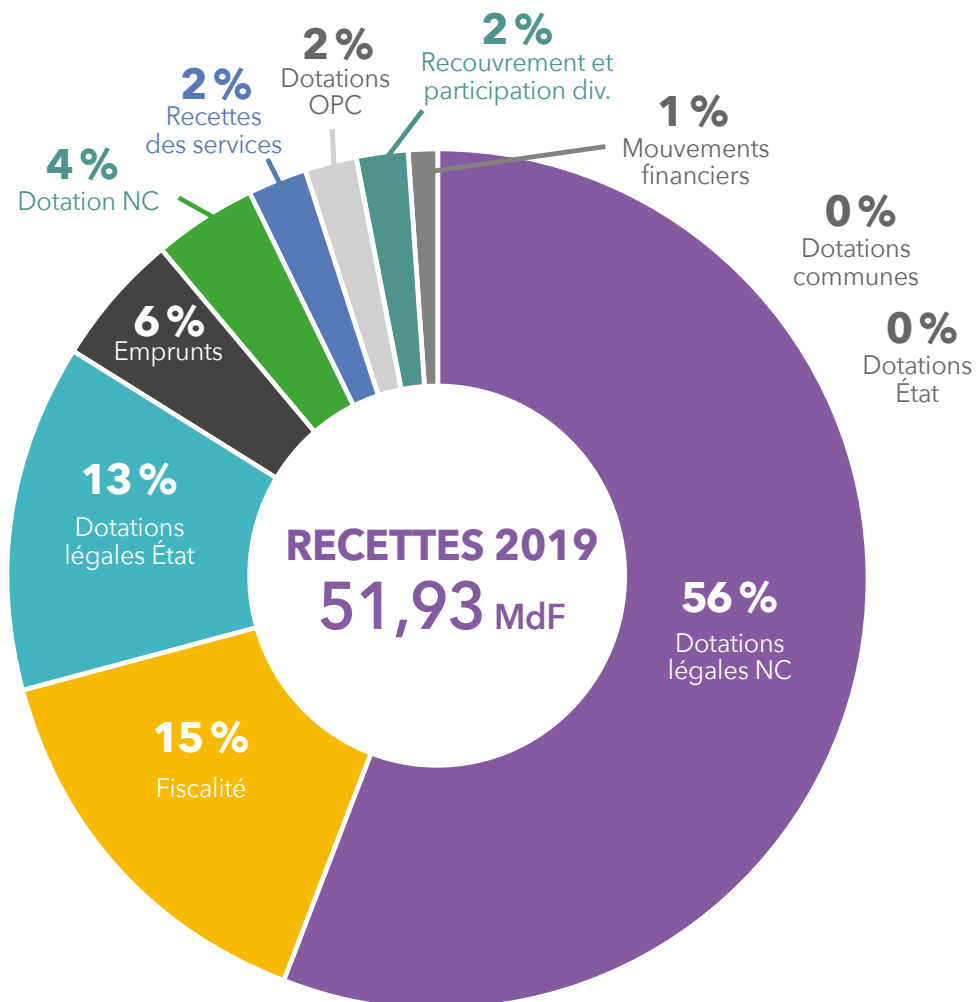
Service  
communication

**DFI - Direction  
des Finances**

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

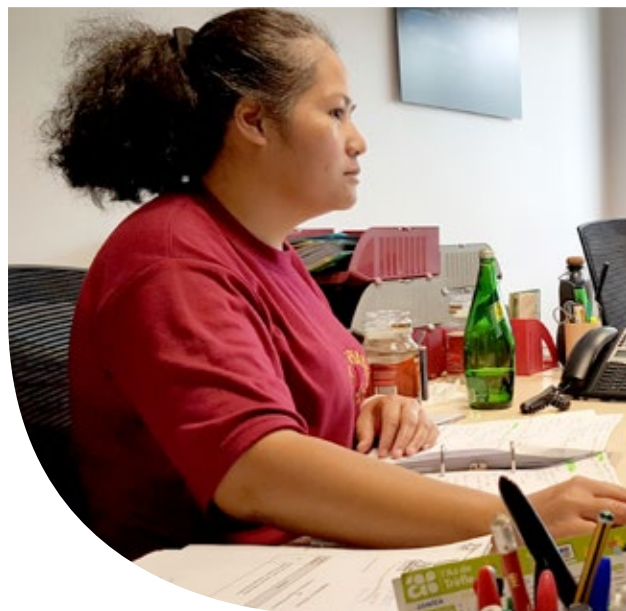


## OPTIMISATION DES RESSOURCES DE LA COLLECTIVITÉ

- Optimisation des ressources financières : préserver la capacité d'autofinancement (évaluation prospective et cadrage pluriannuel des dépenses), adapter la politique d'endettement (établir un plan de financement annuel en lien avec la prospective financière).

## AMÉLIORER LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION

- Améliorer l'accompagnement des directions par les services supports : mettre à disposition une méthode ; des outils ; rendre les directions plus autonomes ; organiser des groupes de travail pour favoriser l'accompagnement personnalisé sur les opérations financières.
- Développer la transversalité : développer le fonctionnement en réseau, animer le réseau des référents financiers.



## CONTRIBUER AU CADRAGE BUDGÉTAIRE

L'estimation des recettes notamment sur la fiscalité de répartition a été évaluée :

- L'évolution de la fiscalité de répartition s'appuie donc depuis la préparation budgétaire pour 2020 sur la prise en compte de la révision de l'assiette nette de répartition dès 2019, la reconduction de cette enveloppe en 2020 et envisage une croissance prudente par an à l'horizon 2021.
- L'effort d'investissement qu'il est souhaitable de maintenir à au moins 9 milliards XPF. Les améliorations des rentrées fiscales seraient, en priorité, mobilisées vers une amélioration de notre capacité à investir et à amplifier la commande publique.
- Le maintien des équilibres financiers avec notamment comme objectifs : de dégager une épargne brute optimale pour financer l'investissement. C'est ici un enjeu fort de la collectivité ; de poursuivre une politique d'endettement prudente qui vise à sauvegarder les équilibres financiers et préserver la solvabilité de la collectivité.

- Au-delà du taux d'endettement, il faut s'intéresser à la capacité de stabilisation du volume de dette en lien avec le niveau d'épargne ; de maintenir un fonds de roulement entre 15 et 20 jours dans une situation conjoncturelle assez tendue avec comme objectif, à moyen-terme de reconstituer un fonds de réserve compris entre 30 et 60 jours.

- L'évolution des charges de fonctionnement doit avant tout s'adapter au besoin d'épargne et pas seulement aux obligations légales (couverture de la dotation aux amortissements et remboursement de l'annuité de la dette).



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

LA QUALITÉ DE SERVICE

Sur 3 axes de travail, la direction des finances entend contribuer au renforcement de la qualité de service en matière de finances publiques. Les actions visent à améliorer l'accompagnement des directions afin de renforcer leurs compétences et les rendre ainsi plus autonomes. Ces actions comprennent :

- La mise à disposition de fiches techniques qui constitue le guide pratique adossé au règlement budgétaire et financier de la province Sud. Ces fiches, dénommées « Mémo Fi » rappellent les bonnes méthodes à appliquer sur des thèmes budgétaires et comptables.
- L'animation du réseau de référents financiers sur les actions à mener en lien avec le calendrier budgétaire (préparation, clôture, gestion des régies, plans pluriannuels...) ou les thèmes abordés sur les Mémo Fi ;
- La mise en œuvre de groupe de travail pour des sujets spécifiques ;
- L'immersion au sein de la direction des finances des nouveaux responsables financiers afin de se familiariser avec l'organisation budgétaire et comptable de la collectivité.



LES MISSIONS RÉGLEMENTAIRES

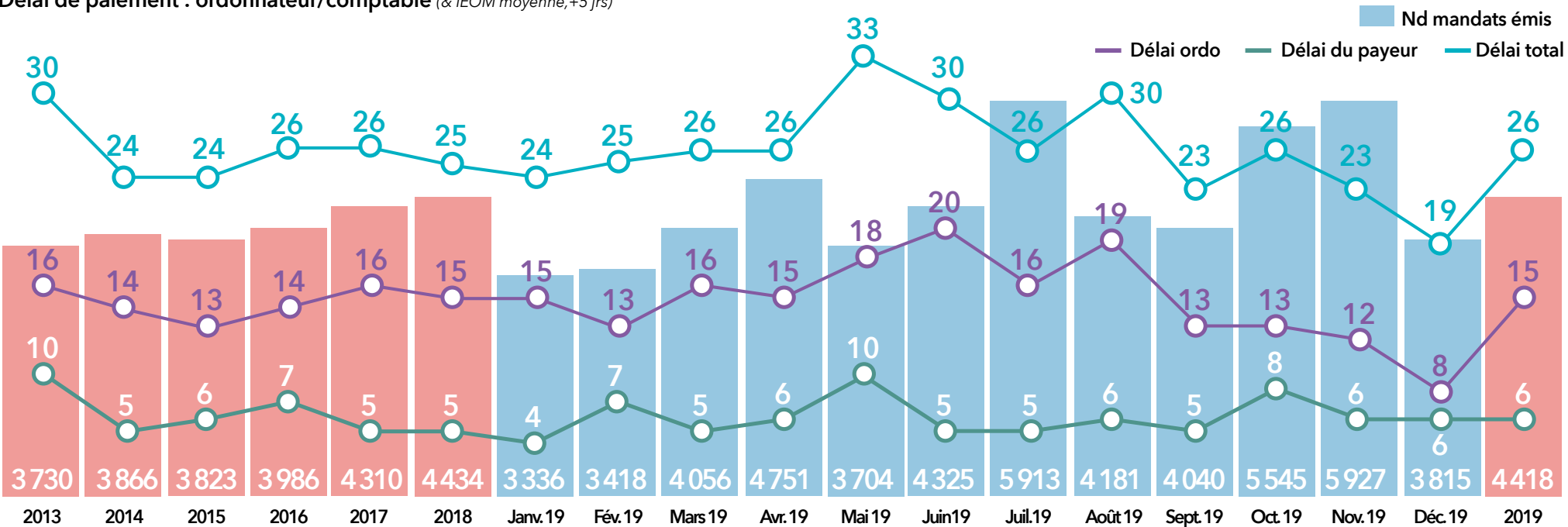
LES INDICATEURS DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Indicateurs de l'exécution budgétaire	Volumétrie	Délai jrs	Valeur XPF
<b>Contrôle des dépenses engagées</b>			
Nombre d'actes visés	1 524		
Délai moyen du visa financier		1	
Nombre d'engagements (CP)	31 790		
Nombre d'engagements (AP)	1 605		
Fichier des tiers : validation ou modification	2 227		
<b>Ordonnancement</b>			
Mandats émis	53 188		61 Mds F
dont mandats d'annulation	122		1 MF
Titre émis	3 547		60 Mds F
dont titres d'annulation	59		786 MF
<b>Trésorerie (hors emprunts et ligne de trésorerie)</b>			
Total des encaisses 2019			48,64 Mds F
encaisses : moyenne mensuelle			4,05 Mds F
Total des décaisses 2019			54,71 Mds F
décaisses : moyenne mensuelle			4,56 Mds F



LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Délai de paiement : ordonnateur/comptable (& IEOM moyenne, +5 jrs)





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

LA GESTION DE TRÉSORERIE

En 2019, la province Sud dispose d'un volant de 5.15 milliards XPF de crédit court terme en ce sens.

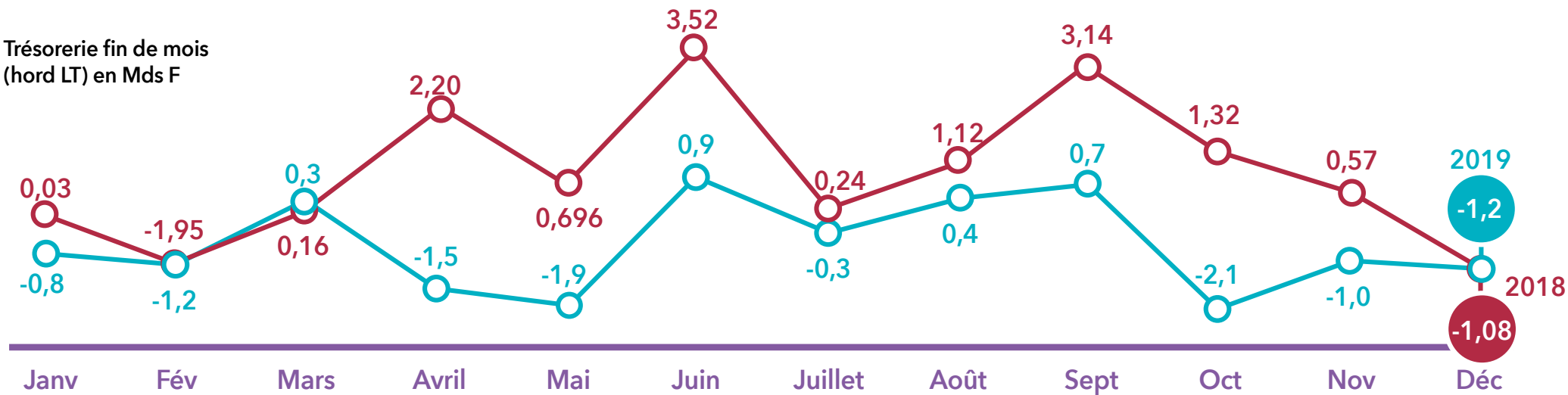
Au-delà, une politique de recouvrement dynamique est opérée auprès des principaux partenaires (État et Nouvelle-Calédonie notamment) afin que le principal des recettes soit encaissé sur l'exercice.

LA GESTION DE DETTE

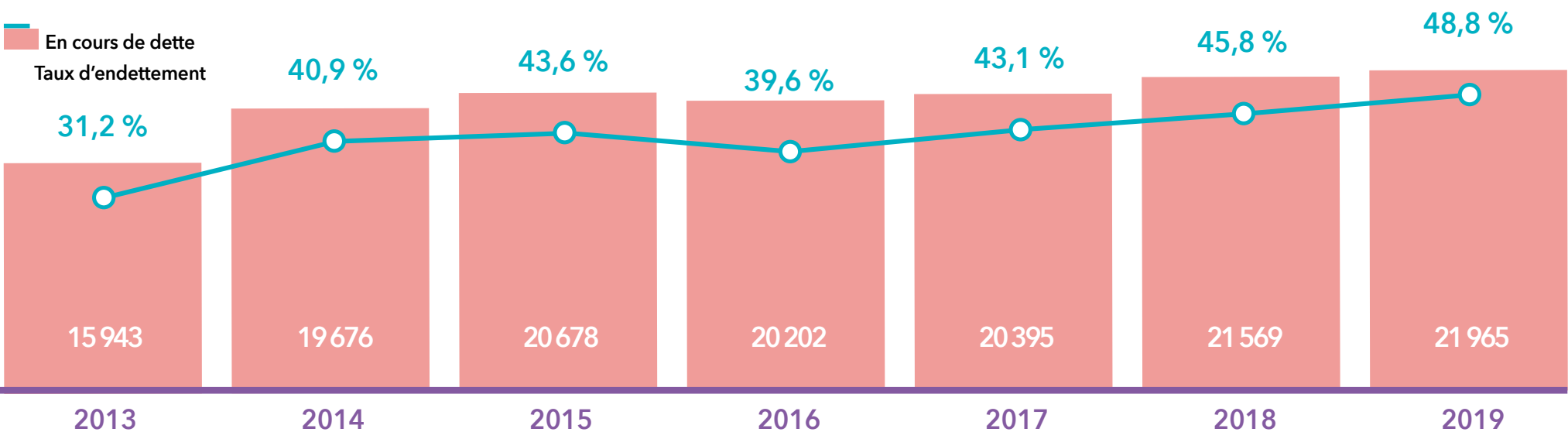
Le faible niveau d'épargne pour autofinancer l'investissement a conduit la province à mettre en œuvre une politique de rationalisation de ses crédits sur cette section du budget. En dépenses, une révision du plan pluriannuel est engagée chaque année afin de mettre en phase les programmations annuelles avec la réelle capacité de financement de la collectivité.



Trésorerie fin de mois  
(hord LT) en Mds F



Les emprunts	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Emprunts mobilisés	3 579 952 267	3 000 000 238	3 086 623 353	1 599 045 346	2 000 000 000	2 999 880 668	2 500 000 000
en cours de dette au 31/12 (2)	15 943 282 272	19 676 475 155	20 678 003 017	20 201 565 600	20 395 323 571	21 568 873 857	21 964 832 526
(2) dont rétrocession SAV		3 358 200 111					
Annuités (hors remb. Anticipé)	1 870 502 179	2 504 571 945	2 397 867 558	2 149 338 986	2 263 212 415	2 296 819 594	2 544 704 930
capital	1 399 637 644	1 872 565 356	1 837 367 854	1 819 068 413	1 806 242 029	1 826 330 382	2 104 041 331
intérêts	470 864 535	632 006 589	560 499 704	330 270 573	456 970 386	470 489 212	440 663 599
Remboursement anticipé (capital)		752 442 107	247 727 637	256 414 350	0	0	0
Encours garantis au 31-12	32 880 576 124	33 195 727 173	34 246 359 743	42 890 075 909	48 442 556 665	48 865 585 686	52 441 650 174





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

**DSI - Direction  
du Système d'Information**

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale



# DSI DIRECTION DU SYSTÈME D'INFORMATION

*La DSI pilote, met en œuvre et maintient le système d'information de la province Sud, qui comprend les matériels, réseaux, applications et services. Elle est responsable de leur mise en cohérence et sécurité. En partenariat avec les directions, la DSI étudie, développe, met en place, et, ponctuellement, exploite les applications destinées aux métiers. Elle assure la mise en œuvre du système d'information géographique, des sites web et des services d'e-administration.*

## LE PARC INFORMATIQUE

- La DSI assure le bon fonctionnement des infrastructures, assiste et dépanne les utilisateurs. Elle gère un parc de serveurs, de microordinateurs et de périphériques mis en réseau sur plus de **50 sites** et dispose de ressources centrales sécurisées.
- Le parc compte près de **1 300 micro-ordinateurs, 185 copieurs, 100 serveurs, 330 serveurs virtuels**, et plus de **80 applications**.
- Une réorganisation a été engagée en 2019 sur l'amélioration du dispositif d'assistance aux utilisateurs. Plusieurs chantiers ont été initiés, notamment la formalisation d'une base de connaissance ainsi que la revue des processus de gestion des demandes et incidents.
- Les opérations de mise à jour du parc se sont poursuivies : 428 micro-ordinateurs, 60 copieurs, 9 serveurs ont été remplacés.

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**130** millions de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**227** millions de francs





**VUE  
D'ENSEMBLE**

**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**

**PÔLE  
FONCTIONNEL**

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

**DSI - Direction  
du Système d'Information**

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

## LES PROJETS D'INFRASTRUCTURE

- Le projet de sécurisation s'est poursuivi, il vise à maintenir autant que possible la continuité du service rendu en cas de sinistre. Les recommandations de l'audit des ressources centrales effectué en 2018 ont été appliquées permettant d'aboutir début 2020 aux tests de bascule des infrastructures centrales.
- Le déploiement du système de la téléphonie s'est poursuivi et un nouveau système de visioconférence a été mis en service.
- Enfin, la DSI a poursuivi le suivi technique de l'équipement et de la maintenance, assurée par 3 sociétés de service, des 21 collèges de la province Sud.

**2 974**  
demandes d'assistances.

## DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE ET NOUVELLES APPLICATIONS

- 59 actions** ou projets d'ampleurs sur les applications informatiques ont été menés en 2019 et **7 applications** nouvelles ont été mises en service.
- Les actions en matières d'études et développements ont porté sur trois axes : La mise en place de nouvelles applications, telles que la gestion des ressources en eau, la gestion multicanale des demandes pour l'accueil, la gestion de la flotte de véhicules ; la consolidation d'applications existantes



### QUELQUES CHIFFRES SUR L'ASSISTANCE

- 7 229 appels téléphoniques** et 2 974 tickets de demandes ou d'incidents ont été traités par la hotline.
- On observe un taux de réponse immédiate de **91,5 %** aux appels téléphoniques.

telles que la gestion de l'emploi, et la rénovation d'applications anciennes telles que le système Juribase, le catalogue des services rendus par la collectivité ou le système de gestion scolaire Educasud. Ces rénovations se poursuivront avec l'abandon de la solution de base de données propriétaire Oracle au profit de d'une solution OpenSource.

- Par ailleurs, des études ont été menées et des développements initiés afin de mettre en place un référentiel de tiers (administrés, entreprises) partagés entre toutes les applications de la province Sud.





VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

**DRH - Direction  
des Ressources Humaines**

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

# DRH DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

*La DRH est chargée de la gestion administrative du personnel de la collectivité, et participe à la définition et à la modernisation de la politique de gestion du personnel. Elle assiste les services provinciaux dans le développement de leurs ressources humaines, tout en veillant à la maîtrise de la masse salariale. Elle pilote aussi le programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC). La DRH assure le suivi des relations avec les partenaires sociaux de la collectivité.*

## LES EFFECTIFS ET LE RECRUTEMENT

La DRH est composée de **39 collaborateurs** qui gèrent notamment les recrutements, rémunérations et congés des agents de la Province. En 2019, **189 agents** ont été recrutés sur des postes permanents (hors enseignants) dont **35 %** ont été pourvus par des fonctionnaires titulaires ou en attente de nomination (lauréats de concours ou recrutement sur titre). En 2019, **323 appels** à candidatures ont été lancés sur des postes dont 12 ont été redéployés.

**128 entretiens** de recrutement auxquels la DRH a participé en soutien aux directions.

dont 47.5 MF en budget propre; les 75 % restants sont consacrés à la cotisation au profit de l'IFAP (Institut de formation à l'administration publique).

Cette année, **1 100 agents** (hors enseignants) ont pu bénéficier d'au moins une formation, avec un taux de présence de **95 %**.

## LA FORMATION

Le budget consacré à la formation (hors enseignants) s'élève, en 2019, à **189.5 MF**,

**128**  
**entretiens de recrutement**  
**auxquels la DRH a**  
**participé en soutien**  
**aux directions.**



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale

## LE PROGRAMME PROVINCIAL D'INSERTION CITOYENNE (PPIC)

Ce dispositif est destiné à l'insertion professionnelle et sociale des demandeurs d'emploi : **473 agents** ont pu ainsi bénéficier de contrats PPIC en 2019. Les effectifs sont répartis à **49 %** dans les directions de la province, 25% dans les communes et 26 % dans les autres secteurs (associations, scolaires, etc.). Chaque mois, environ **293 agents** PPIC ont été rémunérés par la province.

À noter qu'en 2019, une moyenne de **184 offres** d'emploi a été publiée à la DEFE et plus de **1100 candidatures** ont été analysées par le bureau PPIC. **58 agents** PPIC ont bénéficié, à titre gratuit, de stages en immersion validés en vue de favoriser leur insertion. Ces stages s'orientaient majoritairement vers les secteurs de la sécurité, de comptabilité, de l'accueil et du secrétariat.

**299 agents** sont sortis de ce programme d'insertion. Parmi eux, 55 ont démissionné en cours de contrat PPIC parce qu'ils ont trouvé un emploi ou ont pu suivre une formation de longue durée.



## MONTANT DES DÉPENSES DE PERSONNEL

- Personnel permanent : **19 433 MF.**
- Crédits de remplacements : **292 MF.**
- Crédits de remplacements enseignants : **494 MF.**
- Élus : **409 MF.**
- CTF (contrats handicapés) : **8 MF.**
- PPIC : **567 MF.**
- Total : **21 203 MF.**

## L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Au cours de l'année 2019, la DRH a poursuivi les actions destinées à améliorer les conditions de travail des agents de la province Sud : pérennisation des réunions de la cellule prévention avec le médecin du travail ; accompagnement des directions avec la mise en place de médiations collectives et individuelles ; accentuation du volet formation dans le domaine de la prévention des risques ; recours à deux prestataires psychologues du travail ainsi qu'à un prestataire en accompagnement managérial.

## MÉDECIN DE PRÉVENTION

- Visites EVRP sur sites excentrés : **13**
- Visites dans les écoles : **45**
- Visites aménagement de poste : **12**
- Campagne de vaccination contre la grippe : **63**
- Campagne de vaccinations hors campagne anti-grippale : **76**
- Un suivi médical renforcé auprès des agents soumis à des risques faisant l'objet d'une réglementation spécifique.*
- Surveillance médicale spéciale : **148**
- Amiante - Rayons X - Agents infectieux - animaux - pesticides/insecticides.*
- Surveillance médicale particulière : **11**
- Travailleurs handicapés.*
- Autres surveillances spécifiques : **1108**
- (dont 1026 enseignants)*
- Marins - travail de nuit - Enseignants - animateurs sportifs - Plongeurs.*

## PRÉVENTEUR

- Déclarations d'incident : **51**
- Visites d'évaluation des risques professionnels : **7**
- Analyses d'accident de travail : **14**
- Suivi d'incidents : **16**

Les dossiers individuels impliquent des entretiens avec les agents sur un incident lors duquel ils ont pu être victimes ou bien sur des conditions de travail à modifier et à améliorer suite à un signalement ou à un accident du travail.

**1 100**  
agents (hors enseignants)  
ont pu bénéficier d'au  
moins une formation.

## ACTIONS PHARES DE LA DRH

- Animation des groupes de travail avec les partenaires sociaux sur la refonte du règlement intérieur provincial.
- Élections provinciales : accompagnement au renouvellement des membres de l'Assemblée de la province Sud et des collaborateurs.
- Accompagnement pour l'application de la réglementation concernant l'intégration des contractuels.
- Évaluation des risques professionnels.
- Suivi médical des fonctionnaires, suivi des accidents de travail et des fiches d'incident.
- Renforcement du suivi de la masse salariale et de son évolution.
- Plan d'action concernant les conditions de travail.
- Parcours de formation au profit des managers et de certains emplois identifiés (gestionnaires comptables, régisseurs, conseillers à l'emploi, etc.).
- Ça va changer en 2020 :
  - ZEN - développement de l'outil au profit des agents de la province Sud ;
  - participation aux travaux de modernisation de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie.



VUE  
D'ENSEMBLE

PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE

PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE

PÔLE  
FONCTIONNEL

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

**DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale**



# **DJA** DIRECTION JURIDIQUE ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

*La direction Juridique et d'Administration générale a pour mission de délivrer un conseil juridique auprès de l'exécutif, du secrétariat général et des directions provinciales. Elle instruit les projets de réglementation de la Province et rédige ceux confiés à la direction. En outre, la DJA est chargée d'assurer la défense des intérêts de la province Sud devant toutes les juridictions, d'organiser les travaux de l'institution et de coordonner la transmission et la validation des dossiers entre les directions provinciales, le secrétariat général et l'exécutif.*

## BUDGET FONCTIONNEMENT

**320** millions de francs

## BUDGET INVESTISSEMENT

**7** millions de francs

## LA DJA, C'EST AUSSI

Avec ses **49 agents**, la direction est chargée des relations entre l'administration et les usagers, notamment en matière d'accueil du public, et du traitement de certaines demandes telles celles d'autorisation de débits de boisson ou encore d'immatriculation des groupements de droit particulier local (GDPL). Elle doit également effectuer le contrôle-qualité des

projets d'actes et de courriers avant signature du secrétariat général ou de l'exécutif. La DJA organise et gère, par ailleurs, les travaux institutionnels de la collectivité en préparant les séances de l'Assemblée de province et de son Bureau, ainsi que les réunions de ses commissions intérieures. Enfin, la DJA assure l'administration des moyens mobiliers et immobiliers dont la gestion lui est confiée, notamment le bâtiment du Centre administratif de la province Sud (CAPS).



**VUE  
D'ENSEMBLE**
**PÔLE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**
**PÔLE  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE**
**PÔLE  
ÉDUCATION, JEUNESSE  
ET VIE SOCIALE**
**PÔLE  
FONCTIONNEL**

Service  
communication

DFI - Direction  
des Finances

DSI - Direction  
du Système d'Information

DRH - Direction  
des Ressources Humaines

**DJA - Direction  
Juridique et  
d'Administration Générale**

## RENOUVELLEMENT INSTITUTIONNEL 2019-2024

Le renouvellement de la mandature a été assuré par un groupe projet inter-directions. Création d'un Portail de l'élu, déploiement d'outils numériques, élaboration d'un guide de l'élu pratique et interactif, organisation de la 1<sup>ère</sup> séance de l'assemblée ou encore mise en place d'une formation, tout a été fait pour que l'élu puisse exercer le plus efficacement possible son mandat.

## ÉTUDES JURIDIQUES ET CONTENTIEUX

**116 études juridiques** portant sur des problématiques particulières ou des projets de texte ont été réalisées pour le compte de l'exécutif, du secrétariat général ou des directions. En matière contentieuse, **63 productions** ont été nécessaires dans le cadre du suivi de **107 dossiers**.

## LES PROJETS DE LA DJA

- Évolution de la réglementation relative aux débits de boisson et suivi de sa mise en œuvre (« bottle shop »).
- Professionnalisation de tous les accueils de la province et déploiement d'un nouvel outil numérique ALOHA.
- Dématérialisation de la chaîne, interne à la province, de production normative (objectif « zéro papier »).

## RENOUVELLEMENT DE LA CERTIFICATION DE L'ACCUEIL DU CAPS

Après l'audit d'évaluation qui s'est déroulé en novembre dernier, la certification « AFNOR » de l'accueil public local du Centre Administratif de la Province Sud (CAPS) a été renouvelée le 4 décembre, avec les honneurs. Pour mémoire la province Sud est la 1<sup>ère</sup> collectivité de Nouvelle-Calédonie à avoir obtenu cette certification en 2018.

## DE NOUVEAUX OUTILS NUMÉRIQUES

- JURIBASE, outil qui centralise tous les textes provinciaux devant être publiés, a été totalement refondu afin de répondre aux critères techniques de la province et de gagner en efficacité.
- SINAPS simulateur de date d'APS a été créé pour accompagner les directions mais aussi l'exécutif et son secrétariat général dans la planification institutionnelle et un planning prévisionnel semestriel a également été établi en parallèle.







RETOUR  
SOMMAIRE